

*l'Anti*capitaliste

N°111 | JANVIER 2020 | 4 €

la revue mensuelle du **NPA**



DOSSIER : LES PROCHAINES ÉLECTIONS MUNICIPALES



MOBILISATION CONTRE LA RÉFORME DES RETRAITES



ALGÉRIE : LA PRÉSIDENTIELLE POUR ASSURER LA CONTINUITÉ DU SYSTÈME



TROIS LIVRES SUR L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

EDITORIAL

Joséphine Simplon Cette grève qui dure, très dure **P3**

PREMIER PLAN

Léon Crémieux Maintenir les braises de la grève pour faire repartir les flammes **P4**

Robert Pelletier et Elsa Collonge La grève dans le privé est incontournable, il faut la construire **P6**

Julien Sofiane Pour une grève générale interprofessionnelle: la construire nous-mêmes **P8**

Interview « Macron, Delevoe et toute la clique ont réveillé la Ratp » **P10**

Interview SNCF : la perspective d'un mouvement d'ensemble renforce notre détermination **P11**

Kamel Aïssat Algérie: la présidentielle pour assurer la continuité du système **P12**

Dominique Lerouge La rébellion de Hong Kong a besoin de notre soutien **P14**

Eli Friedman La faiblesse du soutien d'une grande partie de la gauche internationale **P15**

Andreas Sartzekis Grèce: faire reculer Mitsotakis et l'extrême droite **P16**

DOSSIER

Antoine Larrache Les enjeux des prochaines élections municipales **P18**

Alexandre Raguet Les élections municipales pour mettre en avant un programme anticapitaliste **P20**

Anne Clerval L'espace urbain est un enjeu de lutte entre les classes sociales **P22**

Laurent Ripart Chambéry 100 % à gauche, retour sur une expérience municipale **P24**

Christine Héraud et Monica Casanova À Cenon et Lormont, des élues révolutionnaires: un travail incessant et utile **P26**

Frank Cantaloup Canteleu, élus au service des luttes! **P28**

Catherine Merry Beauvais, 2015, référendum sur l'armement de la police municipale **P29**

Interview Petites communes: Deux mandats, ça va, trois mandats, bonjour les dégâts! **P30**

Julien Pac Paris: une ville richissime au service du privé **P31**

Interview Être maire et révolutionnaire en Algérie **P32**

LECTURES

Hubert Krivine Trois livres sur l'intelligence artificielle **P34**

FOCUS

Guy Dejean L'acharnement contre notre camarade Roland Veuillet à Nîmes **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site national du NPA: <http://npa2009.org/publications-npa/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une:
© Patrice Leclerc / Phototheque.org



Travailleurs et travailleuses de la ligne 5 du métro parisien déguisés en anonymous et la Casa de papel, manifestation contre la réforme des retraites, Paris, 4 janvier 2020. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de: NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex

France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail: <http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et également disponible sur: <http://www.npa2009.org/content/abonnez-vous>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction:

Yohann Emmanuel, Antoine Larrache, Robert Pelletier, Laurent Ripart, Julien Salingue, Henri Wilno.

Pour contacter la rédaction:

contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication:

Antoine Larrache

Diffusion:

01 48 70 42 31 - diffusion.presse@npa2009.org

Administration:

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire:

0519 P 11509

Numéro ISSN:

2269-370X

Société editrice:

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication
SARL au capital de 3 500 € (durée 60 ans)

Tirage:

3 000 exemplaires

Maquette et impression:

Rotographie, Montreuil-sous-Bois

Tél.: 01 48 70 42 22

Fax: 01 48 59 23 28

Mail: rotoimp@wanadoo.fr

Cette grève qui dure, très dure

PAR JOSÉPHINE SIMPLON

À l'heure où nous écrivons ces lignes, les cheminotEs et les salariéEs de la RATP entament leur 32^e jour de grève, tout comme les artistes de l'Opéra de Paris. Et contrairement à ce qu'avait espéré le gouvernement, ce mouvement n'a ni connu de trêve ni même faibli pendant les congés de fin d'année. Et de jour en jour, le soutien de la population se développe, mettant ainsi en échec la communication du gouvernement et de ses sbires sur les privilégiés, la bataille des régimes spéciaux ou le bien-fondé de cette réforme. Le gouvernement n'a pas non plus réussi à « acheter » les secteurs les plus mobilisés malgré les promesses d'adaptation de l'application de la réforme à diverses catégories. Au contraire, les différents secteurs grévistes ont explicitement rejeté la « clause du grand-père », refusant que s'applique aux générations futures ce qu'ils et elles refusent. Ils et elles ont réaffirmé que la grève n'est pas une défense des régimes spéciaux mais une lutte contre une réforme qui impacte l'ensemble du monde du travail. Et tout au long de cette dernière période, le mouvement, entre manifestations ou rassemblements régionaux, entre actions de blocages aux portes des dépôts RATP ou sur les péages, n'a pas connu le repos. C'est bel et bien, à cette étape, un échec cuisant pour ce gouvernement.

Mais cela ne l'empêche pas de rester « droit dans ces bottes », ni même peut-être dans un avenir proche de céder un tant

soit peu aux revendications des syndicats les plus prompts à négocier... le pire. Lors de ses vœux, Macron a réussi en à peine plus d'un quart d'heure un tour de passe-passe phénoménal. À l'écouter, tout va pour le mieux... Il a mis en avant les 500 000 créations d'emplois depuis son arrivée sans un mot pour les millions de privéEs d'emplois ou de précaires et oubliant de parler des nouvelles vagues de licenciements qui se profilent comme à Auchan ou Bricorama. La crise des Gilets jaunes? Régulée grâce à « un dialogue respectueux et républicain, sans précédent »... Les mutiléEs et les blesséEs apprécieront... La crise écologique? Tout est sous contrôle grâce à l'accord de Paris, le Président se payant même le cynisme de rendre hommage au mouvement de mobilisation de la jeunesse pour le climat.

Cerise sur le gâteau, concernant les retraites, il a clairement réaffirmé, pour cette première prise de parole depuis le début de la grève, que sa réforme aura bien lieu, affirmant même la volonté d'accélérer le rythme jusqu'à la fin de son mandat. Bref une nouvelle fois, Macron se moque éperdument

de nous. Et la remise de la légion d'honneur à Jean-François Cirelli, président de BlackRock France, un fonds de pension très intéressé par la réforme des retraites actuelle, prouve s'il en était encore besoin que ce gouvernement est aux ordres de la finance et des plus riches.

Les jours qui viennent seront sans aucun doute décisifs pour la poursuite de la mobilisation et la victoire. Et apparemment l'intersyndicale interprofessionnelle en est consciente puisque pour la première fois, elle a appelé l'ensemble du monde du travail à être en grève et dans la rue les 9, 10 et 11 janvier. La grève reconductible tenue à bout de bras par quelques secteurs particulièrement visibles, doit à partir du 9 janvier se généraliser dans un maximum de secteurs. Cette journée et les jours qui suivront doivent constituer un tournant majeur dans l'amplification du rapport de force. Des temps forts ont été mis en avant par l'intersyndicale nationale pour ancrer la grève

reconductible. Si l'éducation s'est en partie inscrite dans ce mouvement, que localement des secteurs ont été ou sont mobilisés (BNF, aérien, chimie...), la généralisation de la grève n'a pas encore eu lieu. C'est désormais l'unique objectif des prochains jours.

En effet, ce qui permettra au mouvement de franchir un cap, c'est que l'ensemble des secteurs de la fonction publique, des entreprises du privé aussi, puissent

rejoindre la grève de manière significative. Le lancement de la mobilisation dans les raffineries du 7 au 10 janvier est dans ce sens important. La grève reconductible dans un maximum de secteurs, de grandes entreprises, contribuerait à bloquer le pays, ce qui permettrait de faire reculer le gouvernement. Dans un certain nombre de secteurs, comme dans la santé ou aux finances publiques, des mobilisations existent depuis plusieurs mois. Mais une victoire sur cette contre-réforme des retraites sera un point d'appui important pour en arracher d'autres. Le combat contre cette nouvelle offensive contre les droits du monde du travail est donc primordial et doit concentrer l'essentiel de nos forces de luttes. L'enjeu de ces prochains jours est bien de construire un maximum de relais de la grève sur les retraites dans d'autres secteurs que ceux déjà engagés : c'est ce qui peut décider de la victoire ou non d'une mobilisation dure sur laquelle peu de monde pariait il y a quelques semaines. Un point de bascule essentiel dans la lutte contre Macron, sa clique et son monde. □



Paris, le 17 décembre 2019, manifestation contre le projet de réforme des retraites. © Photothèque Rouge / JMB

Maintenir les braises de la grève pour faire repartir les flammes

PAR LÉON CRÉMIEUX*

L'annonce, le 11 décembre, des lignes générales du projet de contre-réforme des retraites par le Premier ministre a eu un effet radical de rejet, parmi les salariés et le mouvement syndical, tendance reflétée par la force de la journée de grèves et de manifestations du 17 décembre.

Les mois et les semaines précédant le mouvement, le « système universel » par points ne recueillait pas une hostilité majoritaire. De même, le soutien aux grèves s'est lui aussi affirmé avec plus de force autour du 17 décembre. Pourtant, dans le mouvement syndical, la direction CFDT, au moins, ne s'oppose pas au système par points, et son refus se circonscrit autour de « l'âge pivot ».

CASSER LE SYSTÈME PAR RÉPARTITION

Macron veut totalement liquider le système de retraite actuel en passant à un système à cotisations définies par points. Mais, il compte aussi en profiter pour passer de 62 à 64 ans l'âge de départ permettant d'obtenir une retraite à taux plein. En pratique, un·e salarié·e, partant à la retraite à 62 ans, subirait un abattement définitif de 10% de sa pension et devrait donc rester au travail deux ans de plus pour obtenir une retraite à taux plein.

Le gouvernement avance comme prétexte le maintien de l'équilibre financier du régime dans les années à venir. Or, la réalité est que, aujourd'hui, les comptes des Caisses de retraite sont globalement équilibrés et que la prévision de déficit à l'horizon 2027, dans le dernier rapport du COR, est due non pas à un accroissement des dépenses, mais à une baisse importante du financement des retraites : à cela deux causes essentielles, les exonérations de cotisations sociales dont bénéficient les entreprises, non compensées par l'État, et la baisse des emplois publics entraînant une baisse des cotisations des fonctionnaires.

Par ailleurs, les prévisions du COR prévoient aussi un tassement des dépenses de pension en pourcentage du PIB, dans les 20 ans à venir – malgré l'augmentation du nombre de retraité·es, à

cause de la baisse programmée de la moyenne des pensions. Cette baisse est la conséquence des réformes précédentes faites par des gouvernements de droite et socialistes qui ont allongé le nombre de trimestres nécessaires pour obtenir une retraite à taux plein, dans le privé comme le public.

Enfin, il faut souligner qu'au moment où on nous parle de la baisse du nombre d'actifs, de la prétendue nécessité de travailler plus longtemps, le COR et la plupart des « experts » entérinent le maintien d'un taux de chômage supérieur à 7% dans la décennie à venir.

Donc, ce report de l'âge pivot, prenant prétexte du nouveau rapport du COR, a surtout un objectif politique pour Macron.

DONNER TOUTES LES COMMANDES À L'ÉTAT ET AU PATRONAT

Le but est, tout d'abord, d'affirmer clairement sa volonté de ne céder à aucun compromis. Affirmer aussi que ce qui est considéré comme une nécessité économique par le gouvernement n'est pas négociable. La justice sociale doit clairement passer derrière les intérêts du capital. Maintenir ce profil est essentiel pour consolider la place de Macron comme gérant solide et « inébranlable » des intérêts capitalistes. Mais aussi, le but est de graver dans le projet ce que serait la gestion des retraites avec un système par points. Le gouvernement ne prévoit ni une augmentation des salaires, ni du nombre d'emplois, bien au contraire. Puisqu'il n'est pas non plus question d'augmenter les cotisations sociales, ni (selon un engagement actuel...) de changer la valeur du point à l'achat ou à la liquidation, le seul élément variable pour l'équilibre des caisses de retraites resterait l'âge de départ. En mettant d'ores et déjà une banderille sur cette question, dans la loi, le gouvernement insiste donc sur le fait que, désormais, c'est bien

l'État, et non pas les institutions du « paritarisme des partenaires sociaux », qui sera maître du jeu.

Et c'est bien cette question qui représente, pour la direction CFDT, un point de blocage concernant l'âge pivot.

Début 2019, alors que le gouvernement voulait imposer une réduction de plus de 3 milliards des dépenses de l'UNEDIC, le MEDEF et les syndicats n'ont pas pu trouver un point d'accord pour arriver à cette réduction des droits. C'est donc le gouvernement qui a court-circuité le « dialogue social » et imposé lui-même un décret d'attaque contre les chômeurs. Mais c'est ce dialogue social, ce paritarisme, qui est la carte de visite de la CFDT. Laurent Berger, secrétaire général du syndicat, est sorti ulcéré de cet épisode et il voit se renouveler une situation identique dans laquelle, pour une autre branche de la Protection sociale, Macron ferme les portes du paritarisme, sans même laisser une voie de sortie honorable.

Cela explique la virulence d'une direction syndicale, prête à accepter sur le système des retraites un recul social d'ampleur, mais à condition de garder son rôle de gestionnaire, le pouvoir de « négocier le poids des chaînes », en quelque sorte.

Le 18 décembre, Édouard Philippe, au lendemain de la journée massive du 17, s'est donc livré à un simulacre de rencontre de quelques heures avec toutes les directions syndicales, voulant manifester sa volonté de sortir de l'impasse et de rouvrir des pistes de négociations.

LA GRÈVE RÉSISTE AUX MANŒUVRES

Il n'y eut aucune nouveauté, ni sur le fond de la réforme, ni sur l'âge pivot. En sous-main, par contre, et sans aucun affichage, les directions de la SNCF et de la RATP essaient de négocier les phases de transition, permettant à quelques générations supplémentaires nées après 1975 de ne pas subir les régressions de

la réforme. Et surtout le gouvernement a essayé de déminer avec les pompiers, policiers, personnels navigants, et danseurs-ses de l'Opéra de Paris... avec plus ou moins de succès.

Les directions confédérales UNSA et CFDT, prises en étau entre le blocage gouvernemental et la force du mouvement gréviste, ont essayé d'utiliser cette mise en scène de négociations pour faire un pas de côté, se retirer d'un mouvement dans lequel ils venaient à peine d'entrer, en se prononçant pour «une trêve de Noël», alors qu'ils n'ont comme engagement que des discussions en janvier.

À partir du 18 décembre, pour le gouvernement, le rideau était tiré avec les fêtes, le projet ficelé, sans aucune nouvelle négociation.

Mais la décision des directions UNSA et CFDT, même mise en scène symboliquement, a peu pesé sur le front des grévistes. A la RATP et à la SNCF, la CFDT et UNSA n'ont pas quitté la grève.

FAIRE FACE AUX DIFFICULTÉS

Mais, malgré cette détermination et le rapport de force social dans le pays, plusieurs facteurs représentaient un danger pour le mouvement fin décembre.

D'abord, le poids de trois semaines de grève reconductible à la SNCF et à la RATP. Ensuite, les enseignantEs ne pouvaient plus peser par la grève pendant 15 jours. De plus, le calendrier des fêtes n'était pas propice à ce que d'autres secteurs professionnels qui ne s'étaient pas mis en mouvement jusque-là le fassent en fin d'année, même si la mobilisation des électriciens-gaziers et des personnels des raffineries a entraîné de nombreuses coupures et des pénuries de carburant, localement.

Enfin, l'intersyndicale nationale CGT, FO, FSU, Solidaires, tout en disant refuser toute trêve pendant les fêtes, n'avait appelé, dans leur communiqué du

19 décembre à aucune nouvelle journée de mobilisation, sous aucune forme, à aucune perspective avant le 9 janvier. Ainsi, elle se calait certes sur une situation objective dans beaucoup de secteurs, mais ne jouait pas son rôle vis-à-vis des secteurs les plus mobilisés, en premier chef la SNCF et la RATP, mais aussi toutes les interpros locales à qui revenait la tâche de maintenir les grèves et la mobilisation. Sans nouvel appel national, l'intersyndicale nationale apparaissait dans les faits aussi en état de trêve, à un moment très délicat. Solidaires a d'ailleurs sorti un communiqué, appelant à des actions entre le 20 et le 23 décembre. De plus, au-delà de la SNCF et de la RATP où la grève aura été reconduite systématiquement, dans beaucoup de villes et départements, les intersyndicales et les interpros combattives ont mené des actions le week-end du 21 et le

élections municipales, il table, à l'horizon 2022, sur un remake du scénario de 2017 avec un assèchement des LR et un duel entre Macron et Le Pen.

- L'échec de n'avoir pas réussi à obtenir un soutien populaire à son projet. La grande majorité des salariés est toujours vent debout contre une réforme qui va frapper les générations à venir et les plus précaires, une réforme dont il n'y a rien à espérer et tout à craindre.

- L'inquiétude, dans le camp des soutiens de Macron, et même des éditorialistes dévoués à sa cause. A-t-il les moyens d'une telle arrogance, d'un tel blocage, manifesté à nouveau lors de ses vœux lunaires du 31 décembre? Jouer le pourrissement des grèves et le retournement de l'opinion est-il raisonnable et le jeu en vaut-il la chandelle?

Le mouvement social et les grévistes ont accru les soutiens, renforcé la défiance

populaire envers la réforme et le gouvernement lui-même. Les caisses de grève se sont remplies comme jamais, la grève ne s'est arrêtée ni à la SNCF ni à la RATP, dépassant en durée la grande grève de 1995 approchant celle de 1986. Enfin les actions militantes interpros se sont multipliées.

Mais le mouvement n'a pas eu la force d'étendre la grève recon-

ductible et la mobilisation à des secteurs de la Fonction publique et encore moins du privé. Une nouvelle phase s'ouvre donc début janvier. Le gain de soutien dont bénéficie le mouvement doit servir de ressort pour reprendre l'offensive. Le mouvement social doit avoir la force de porter une voix politique face à Macron, pour unir les exploités dans le rejet de cette contre-réforme au-delà des divisions sociales, lever une vague de mobilisation, de grève assez puissante pour faire céder Macron. □

* Léon Crémieux est Technicien aéronautique à la retraite, syndicaliste à Sud-Aérien et membre de l'Union syndicale Solidaires, membre des directions du NPA et de la IV^e Internationale.



Convergence des luttes devant l'Opéra Bastille, représentation publique de l'orchestre de l'opéra de Paris en grève contre la réforme des retraites, Paris, 31 décembre 2019. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

28 a été une date de mobilisation nationale. Le mouvement a réussi à passer le cap sans rien lâcher.

En conclusion, le gouvernement se trouve toujours dans un isolement politique, mais en ayant évité, durant les fêtes, un blocage de la vie économique qui l'aurait mis à genoux et contraint à reculer. Sur le plan politique, il enregistre un succès, un échec et une inquiétude :

- Le succès d'avoir accru son poids politique dans son camp, le camp de la réaction, des bourgeois et des capitalistes, réussissant à totalement anesthésier le parti LR. Aussi, même si En marche a déjà fait une croix sur les

La grève dans le privé est incontournable, il faut la construire

PAR ROBERT PELLETIER ET ELSA COLLONGE

En cette période de lutte contre la réforme des retraites les références à celle de l'hiver 1995 sont permanentes. Pourtant la situation presque 25 ans plus tard, c'est-à-dire qu'une génération est passée, est bien différente.

Entre temps nous avons connu d'autres luttes, dont très peu de victorieuses. Dans aucune de ces mobilisations le privé n'a joué de rôle majeur. On n'a retrouvé des grèves importantes que dans les cas de fermetures, de plans sociaux... Mais dans la bataille en cours, le rôle du secteur privé pourrait être décisif. Nous ne pouvons qu'essayer de tirer quelques enseignements du passé pour tenter d'y étendre la grève.

DES ÉVOLUTIONS STRUCTURELLES AU SERVICE DE LA DÉMOBILISATION

À la fin des années 80, le secteur public a déjà été largement démantelé avec la quasi-liquidation de la sidérurgie, la privatisation partielle ou totale de la majorité des entreprises et des banques. Il ne restera aux gouvernements, au premier des rangs desquels celui de Jospin, qu'à liquider ce qui reste des secteurs industriels encore nationalisés et de passer aux "biens communs" : EDF-GDF, Air France, Autoroutes, Seita, etc.

À cette privatisation des grandes entreprises publiques s'ajoute, depuis le milieu des années 70, un développement massif du chômage, la déstructuration des grands secteurs industriels et la montée de la précarisation du salariat.

Enfin, les méthodes de management mises en œuvre depuis 40 ans ont attaqué les collectifs de travail et la solidarité ouvrière. Entretiens et primes individuels, mise en concurrence, encadrement du travail par de multiples procédures associées à la multiplication de statuts dans le privé mais aussi dans le public... ont eu un effet dévastateur sur les capacités de réaction collective des travailleurs/euses.

Ceci ne doit pas être sous-estimé sous peine de ne pouvoir comprendre les reculs de la conscience de classe et des capacités de mobilisation du salariat.

1995 : LA GRÈVE PAR PROCURATION

Ce tableau économique et social explique en grande partie le déroulement de la lutte de 95 : une forte mobilisation dans les secteurs publics non encore démantelés et dans lesquels les organisations syndicales sont encore fortement implantées. Le soutien à la mobilisation est important mais, dans le secteur privé, la grève par procuration ne cède la place à des arrêts de travail que pour les militantEs, voir même seulement les éluEs et mandatéEs s'absentant sur des heures de mandats divers. Même les "temps forts" ne verront qu'une très faible participation aux manifestations pourtant massives.

Alors que les confédérations avaient construit depuis des mois la montée en puissance de la mobilisation autour de la réforme de la Sécu, c'est l'annonce par Juppé de la mise en place d'une commission de réforme des régimes spéciaux de retraite (fonctionnaires et agents du secteur public, pour préciser les modalités d'allongement de 37,5 à 40 ans de la durée de cotisation pour une retraite à taux plein) qui met le feu aux poudres. Dans le privé le passage à 40 annuités était passé sans aucune riposte en 1993.

Après un mois de grève quasi totale dans les transports, l'énergie et l'enseignement, le gouvernement renonce à la remise en cause du statut de la SNCF et à la suppression des régimes spéciaux de retraites. Les organisations syndicales, CGT et FO, organisent la fin du conflit. La réforme de la Sécu, le point qui concernait l'ensemble des salariéEs va, elle, être mis en œuvre.

BLOCAGES, NUIT DEBOUT... DES TENTATIVES POUR ESQUIVER LE PROBLÈME DE LA GRÈVE

Lors des mobilisations interpros à enjeux nationaux suivantes, le problème de la grève dans le privé restera sans solution. Sur le report de l'âge légal de départ à la retraite en 2010, contre la loi travail en 2016, contre la réforme du Code du travail, les

attaques frappant clairement le privé n'y ont donné lieu qu'à de très faibles mobilisations hors les raffineries et les ports et docks. Les tentatives d'élargissement ont lieu sous d'autres formes que la grève : Nuit Debout dans de nombreuses villes, blocages contre la loi travail...

La question des blocages est symptomatique : les militantEs font l'analyse d'un double problème. D'une part la difficulté à étendre la mobilisation et d'autre part l'absence de stratégie de la CGT sur ce point. En interne de la principale confédération active et implantée dans le privé, les contradictions sont très fortes entre la base, les directions intermédiaires et les directions fédérales et confédérale. Mais dans tous les cas, aucune stratégie centralisée de développement de la grève interprofessionnelle n'est mise en œuvre. Pour essayer de dépasser ce double blocage, les militantEs tablent sur l'exemplarité et le blocage extérieur aux entreprises. Cette méthode est mise en œuvre dans de nombreuses villes, la région du Havre pouvant, de ce point de vue, être citée en exemple.

Mais, si ces blocages ne suscitent pas de réprobation il n'y a pas non plus d'adhésion et encore moins d'extension. Ces actions donnent de la visibilité aux revendications, permettent aux militantEs de "faire des choses" ensemble et de dépasser certains clivages notamment entre Solidaires et la CGT. À la fin, le résultat est décevant : malgré les manifestations énormes, les expériences d'assemblées, les tentatives d'auto-organisation et les blocages, les différentes réformes ont été mises en œuvre.

LE GILETS JAUNES ET LES ÉMEUTES

La mobilisation des Gilets jaunes se place, elle, d'emblée en dehors des entreprises tout en revendiquant son implantation parmi les plus pauvres et les plus précaires. La question de la grève n'est jamais posée, elle est contournée par la volonté de bloquer l'économie en bloquant les axes de circulation le samedi donc en dehors

des horaires de travail traditionnels mais sur les jours de « consommation ». Face à un Président et à un gouvernement méprisants et violents, les manifestations prennent très rapidement un caractère émeutier qui ébranle le pouvoir. Cette forme rompt avec l'essentiel des mobilisations traditionnelles du XX^e siècle pour renouer davantage avec celle du XIX^e, d'une classe ouvrière moins structurée, moins encadrée. Pour autant, les avancées obtenues restent très faibles et le mouvement fini par s'éteindre après plusieurs mois de manifestations. Malgré cela, les formes du mouvement (ronds-points, AG, réseaux sociaux, imprévisibilité, radicalité...) laissent des traces qui imprègnent le mouvement actuel contre la réforme des retraites.

ALORS QUE FAIRE POUR ÉTENDRE LA GRÈVE AU PRIVÉ ?

La réforme attaque de front l'ensemble des régimes de retraites même si les régimes "spéciaux" sont plus impactés. Le gouvernement qui pensait être débarassé des "partenaires sociaux", conforté en cela par le mouvement des Gilets jaunes a sans doute sous-estimé les capacités de mobilisation des organisations syndicales. Engagé dans un affrontement mal anticipé il a manifestement décidé d'aller au bout non seulement pour gagner, faire passer sa réforme "systémique", mais aussi pour écraser ses adversaires les plus radicaux (CGT, FO, Solidaires) quitte même à se brouiller provisoirement avec la CFDT et ses amies.

Au-delà de l'enjeu décisif de la réforme des retraites, ce qui se joue est la mise hors-jeu du syndicalisme le moins intégré, le plus en écho avec les salariéEs les moins abattuEs par 30 ans de reculs sociaux.

À ce niveau d'affrontement le secteur public, même très mobilisé, très motivé, ne saurait sortir vainqueur dans les conditions politico-sociales, le rapport de forces entre les classes actuel. Tout d'abord les capacités de mobilisation du secteur public sont nettement moindres qu'en 1995. L'affaiblissement du mouvement syndical, avec ses contradictions, qui frappe le privé depuis de nombreuses années s'est largement étendu au public. Les déstructurations, privatisations, souvent initiées par les gouvernements de "gauche" et parfois accompagnées par le mouvement syndical,

accroissent le désarroi des militantEs qui résistent aux régressions sociales et politiques. Or à ce jour, la mobilisation du secteur privé est quasiment inexistante hors, une nouvelle fois les raffineries, les ports et docks et quelques rares exceptions. Petits débrayages, participation aux temps forts, aux manifestations peinent à dépasser les rangs des seulEs militantEs syndicaux. Pourtant un frémissement est perceptible. L'ampleur du soutien à la mobilisation en cours n'est possible que si les salarié-e-s du privé en sont. Depuis la première manifestation du 5 décembre, les cortèges sont au moins aussi gros que les plus grosses journées des mouvements précédents. Sur les journées du 5 et du 17 en particulier, la présence de boîtes du privé a été plus importante qu'à l'accoutumée. La CGT déploie des efforts importants de mobilisations: matériel national, formations, appels à la

grève soi-même: il ne s'agit pas de soutenir financièrement celles/ceux qui sont en reconductibles pour qu'ils/elles mènent la bataille pour touTEs. Cela ne suffira pas. Il faut que de nouveaux secteurs et en particulier du privé s'engagent dans la bataille, par la grève.

Les actions de blocages peuvent représenter d'une certaine façon une solution de facilité car elles s'adressent aux militantEs convaincuEs et dédouanent celles et ceux qui y participent ou qui les soutiennent (klaxons, dons...) de se poser le problème de l'extension à l'intérieur des entreprises. Qu'ils soient routiers, de plateformes de transit..., les blocages tenus essentiellement par des soutiens ne peuvent être utiles que s'ils permettent de débattre avec les salariéEs. Ils sont l'occasion de moments de solidarités, de rencontres, et doivent contribuer au travail de conviction

sur la nécessité de la grève, ne pas se substituer au blocage réel de l'économie par l'arrêt de la production.

Les Nuit debout avaient eu cette préoccupation et quelques initiatives dans ce sens. La visibilité gagnée par les Gilets jaunes allait dans ce même sens: convaincre par sa détermination, ses actions. La question de l'extension au privé n'est pas simple. Mais le bilan des mobilisations précédentes nous oblige

à nous y confronter. Il faut à la fois combiner les meilleures expériences des mobilisations précédentes: blocages, collectifs interprofessionnels, assemblées générales d'auto-organisation, manifestations en semaine et le samedi. Et s'affronter à ce qui a manqué dans tous les cas: la grève dans le privé.

Pour changer la donne ce n'est pas tant la conviction sur le fond de la réforme qui pose problème. C'est plutôt que le privé n'a pas connu de grève interprofessionnelle massive depuis... 1968! Il faut donc réintroduire dans les entreprises cette nécessité.

C'est là que les secteurs déjà mobilisés peuvent aider: non pas en bloquant mais en venant s'adresser aux salariéEs du privé, en liens avec les militantEs syndicaux à l'intérieur, pour interpeller les gens en tant que grévistes cheminotEs, enseignantEs, salariéEs des finances publiques, etc. □



Paris, le 17 décembre 2019 manifestation contre le projet de réforme des retraites. © Photothèque Rouge / JMB.

grève d'Unions départementales, de fédérations sur plusieurs jours consécutifs voire semaines, intersyndicale nationale et locales avec Solidaires, la FSU, FO et parfois la CNT, interventions appelant clairement à la grève voire à la reconduction dans les medias...

Maintenant que la mobilisation a passé le cap des vacances de Noël, l'enjeu central des jours qui viennent est donc de faire franchir un pas significatif à la mobilisation dans le privé. C'est-à-dire qu'en même temps que la consolidation dans les secteurs en lutte, il faudrait que chaque assemblée générale, chaque coordination interpro, chaque inter-syndicale locale ait la préoccupation de s'adresser aux salariéEs du privé.

Nous devons éviter les deux écueils rencontrés par le passé: la grève par procuration et les actions substitutistes. Il faut alimenter les caisses de grève mais cela ne doit pas servir à se dédouaner de faire

Pour une grève générale interprofessionnelle : la construire nous-mêmes

PAR JULIEN SOFIANE

Cinq semaines après le 5 décembre, début du mouvement de grève contre le projet Macron-Delevoye visant à casser le système par répartition, cheminot-es et agent-es de la RATP sont en grève effective depuis plus d'un mois, battant ainsi leurs records. Ce mouvement est donc déjà historique, et le restera quel que soit son aboutissement.

À la RATP, c'est le plus grand mouvement de puis la grève des ouvriers de maintenance de la RATP il y a trente ans, avec 48 jours consécutifs du 14 novembre 1988 au 1er janvier 1989. En dehors de ces deux secteurs, la grève est forte sur les « temps forts » dans l'Éducation nationale et certaines administrations (caisses d'allocations familiales, collectivités territoriales), avec des reconductions significatives localement, et aussi dans le secteur de la Culture. Nombre d'établissements qui dépendent de ce ministère ont été en grève effective plusieurs jours d'affilée, avec de plus des institutions en grève reconductible majoritaire (Opéra de Paris, Radio France). Comme dans l'Éducation, des entreprises comme la Poste, les ports et l'énergie ont été touchées par des reconduites partielles ou locales. De très nombreuses entreprises du privé ont été touchées par des grèves minoritaires de 24 heures, principalement le 5 décembre, y compris dans de petites boîtes sans traditions de lutte ni équipes syndicales.

Mais pour obtenir satisfaction, c'est-à-dire le retrait pur et simple du projet de loi gouvernemental, la grève doit être effective donc reconduite dans de nombreux secteurs, et toucher particulièrement la production, c'est-à-dire essentiellement le secteur privé. Or, si la grève y a été forte (plus forte que pour n'importe quelle « journée d'action ») le 5 décembre dernier, la reconduction n'a très majoritairement pas eu lieu.

« ON RESTE DÉTER POUR BLOQUER LE PAYS » : L'OBJECTIF EST LA GRÈVE GÉNÉRALE

L'expérience récente du mouvement contre le report de l'âge légal de départ et l'augmentation de la durée de cotisation,

en 2010 démontre que se concentrer sur des secteurs stratégiques pour pallier l'absence de grève générale ne fonctionne pas. Les employéEs grévistes des raffineries peuvent être réquisitionnéEs, et si les dépôts pétroliers sont bloqués par des soutiens militants (grévistes d'autres secteurs notamment), l'État n'a aucun mal à concentrer ses forces de police pour les débloquent, y compris violemment.

Si on veut bloquer le pays pour gagner sur nos revendications, il n'y a pas de raccourci possible, il faut élargir le mouvement de grève, réussir à mobiliser de nouveaux secteurs, malgré les difficultés, malgré les pressions managériales et hiérarchiques, malgré tous les obstacles.

LA RÉALITÉ DES OBSTACLES DES DIRECTIONS SYNDICALES

Macron a été confortablement élu, dans les conditions que l'on connaît, au deuxième tour de la présidentielle. Mais sa base sociale, réduite à la portion congrue, ne le rend pas moins fragile pour autant, et d'autant plus après les affaires Benalla et le mouvement des Gilets Jaunes. L'absence d'alternative institutionnelle « désirable » à leurs yeux, le danger de l'extrême-droite largement ressenti par les milieux militants et l'intégration des syndicats, de la base au sommet, au fonctionnement quotidien du système, concourent à ce qu'elles n'organisent pas l'affrontement. Mais que la CFDT, CGT, la FSU, FO soient dirigées par des courants soucieux de préserver leur place dans le « dialogue social » et dans la gestion des caisses paritaires, qui cela surprend-il ? Comme le disait une enseignante du comité de mobilisation de Montreuil-Bagnolet, « *tout le monde sait que l'appel [syndical à la grève générale] ne viendra pas. On va la construire nous-mêmes !* ».

Le niveau très élevé de mobilisation, la pression de la base voire des structures intermédiaires (Unions départementales et fédérations) a imposé le mot d'ordre du retrait à l'intersyndicale. Mais pas la grève générale. Escure (UNSA) a été largement débordé par sa base qui a refusé toute trêve à la RATP, et qui a continué à reconduire alors même que des mesures catégorielles avaient été obtenues. Berger a été désavoué par les cheminotEs CFDT qui, elles et eux aussi, ont poursuivi le mouvement. La base syndicale aurait fort bien pu déborder les directions et imposer la grève générale, comme le mot d'ordre de retrait s'est imposé malgré elles... si cette base syndicale existait en dehors des rares bastions du mouvement syndical et ouvrier qui perdurent, et des quelques secteurs combatifs qui apparaissent ces dernières années.

C'est l'obstacle majeur posé par les confédérations aujourd'hui : leur état moribond, voire leur inexistence, dans un si grand nombre d'entreprises et de lieux de travail. La CGT compte environ 600 000 adhérents, mais détenir une carte ne fait pas de chacunE unE militantE syndicalE. Dans de nombreux syndicats, la grande majorité des militantEs ne sait pas ou plus rédiger un tract, faire une intervention pour mobiliser ses collègues. Parallèlement, de nombreuses entreprises ne compte pas unE seulE militantE.

Le secrétaire général de la confédération CGT a déjà appelé (dès le 6 décembre) à « généraliser la grève », puis juste après les vœux de Macron « tous les Français à se mobiliser et à se mettre en grève ». Il appellerait à la grève générale que ça ne changerait pas grand-chose. Dénoncer systématiquement les directions syndicales reviendrait donc à en attendre bien plus qu'on veut bien le prétendre...

Ce n'est pas une direction alternative aux bureaucrates qu'il faut construire, c'est tout le mouvement ouvrier et syndical qu'il faut reconstruire. CertainEs militantEs pensent faire avancer la grève générale en rédigeant des appels et en proposant des actions minoritaires mais celles-ci éloignent de la construction locale, pied à pied, de la grève les militantEs du mouvement en cours, non seulement le temps de l'action proprement dite, mais aussi le temps perdu à sortir de la nasse où ce mode d'action les a conduitEs.

En réalité, tout comme le seul blocage économique pérenne est la grève générale, le mode de construction de cette grève interprofessionnelle de masse ne peut être ni l'exemplarité volontariste ni les actions et fonctionnements aux forts accents substitutistes.

La seule solution, c'est un travail de conviction, non par des appels de coordinations multiples, non représentatives, mais en allant rencontrer les exploitéEs et les oppriméEs, sur leurs lieux de travail ou de vie.

BONNES VOLONTÉS ET PROBLÈMES PRATIQUES

C'est ce qui se fait notamment à Grenoble et à Montreuil, avec un certain succès: la mobilisation bien plus large que les noyaux militants habituels est une réalité, et les collectifs ou comités interpros locaux ont continué leur activité sans trêve. Puisque notre objectif est d'étendre le mouvement le plus possible, nous nous en donnons les moyens concrets. Les secteurs en reconductible, majoritaire ou de manière au moins significative, dégagent des forces pour aller directement sur les lieux de travail, du public comme du privé, et même sur les lieux de vie dans les quartiers populaires, ceux où on a trop peu l'habitude de militer.

C'est l'un des faits marquants de ce mouvement: un certain niveau d'auto-organisation existe, mais il se fait sur des bases territoriales.

En région parisienne, ce caractère est renforcé du fait de l'absence de transports en commun pendant plusieurs semaines. Des militantEs de la grève, notamment enseignantE, résidant à Montreuil et ne pouvant se rendre sur leur établissement d'une ville plus lointaine (Villemomble, Goussainville...), se sont organiséEs là où ils et elles le pouvaient, en rejoignant en assemblée générale locale les salariéEs mobiliséEs de leur ville de résidence.

De nombreuses tournées ont eu lieu, avec petit cortège, mégaphone et tracts, non seulement vers les établissements

scolaires, mais vers tous les services publics (finances, hôpital, bureaux de poste, Pôle Emploi, services municipaux...), et depuis peu en direction de boîtes privées (Safran, Ubisoft, BNP...) et des quartiers populaires excentrés. Ce sont ces tournées qui ont permis de mettre en grève totale le bureau de poste principal le 17 décembre. C'est aussi le cas en Isère, où la problématique des transports se pose moins. À Grenoble comme dans les villes de son agglomération, l'auto-organisation se fait même à une plus petite échelle, celle du quartier. Il s'agit de réapprendre des réflexes de fonctionnement intersyndical et interprofessionnel, voire mieux, d'auto-organisation en assemblées générales professionnelles et interprofessionnelles. On est encore loin de pouvoir occuper les lieux de travail, d'organiser des comités de grève représentatifs, mais sans surprise, les villes où ces processus sont les plus avancés sont celles où une confiance avait été acquise au cours de luttes communes mêlant des équipes de différentes structures militantes.

Dans d'autres villes ou régions, les directions syndicales locales, même radicales, ne perçoivent pas l'importance, voire combattent l'auto-organisation.

À ce stade, le rôle des AG interpros locales est fondamental. Ce sont elles qui doivent décider de leur agenda pour construire la grève générale concrètement, et non des chefs ou coordinations autoproclaméEs. La grève aux grévistes oui, aux grévistes de base, conscientEs des tâches à accomplir pour gagner, donc soucieux d'élargir le mouvement concrètement, et pas par des actions palliatives de blocage minoritaire.

PERSPECTIVES À COURT ET MOYEN TERME

Le sort de ce mouvement n'est pas scellé. Un mois après son démarrage, on en ignore encore son issue. Le fait est que pour gagner, il s'agit d'étendre la grève, d'étendre le mouvement et la mobilisation à celles et ceux qui n'y sont pas encore. Il faut construire à la base, profiter de la force et de la ténacité des grévistes de la RATP et de la SNCF pour organiser des tournées vers tous les lieux de travail. Et il faut se donner les moyens

d'aller convaincre les invisibilisé-es, les habitant-es des quartiers délaissés. Aucun raccourci n'est possible.

Ce mouvement, à caractère interprofessionnel très marqué, même si la grève effective n'est majoritaire que dans un petit nombre de secteurs, contribue tout de même déjà à un certain renouveau de la conscience de classe. Les expériences interprofessionnelles et d'auto-organisation auront vraisemblablement des conséquences sur la reconstruction du mouvement ouvrier et syndical.

Et de manière plus générale, lorsqu'on voit l'influence du NPA, et même de ses multiples courants (et ce quelle que soit leur orientation respective) au sein de ce mouvement, on se rend compte que nous polarisons de nombreuses et nombreux militantEs de la grève, syndiquéEs ou non, primo-militantEs ou non. Des questions politiques bien plus larges que la casse des retraites sont posées: la place des femmes dans cette société, les questions de chômage, de précarité, de salaires, et, comme dans toute grève massive, en germe, la question du pouvoir, dès lors qu'on veut dégager Macron et son monde.

Cet espace politique assez disproportionné au regard du nombre de militantEs de notre parti s'explique par deux facteurs: le délitement des anciens partis ouvriers (en premier le PCF, que la FI n'a absolument pas supplanté) et évidemment la conjoncture mondiale, où l'on observe des soulèvements quasi-simultanés sur tous les continents.

Cette disproportion pose nécessairement, à moyen terme, la question d'une nouvelle organisation politique pour renverser le capitalisme, organisation qui se construirait avec ces nouvelles couches militantes. Un nouveau parti anticapitaliste et révolutionnaire qui chercherait à s'adresser à l'ensemble de la classe ouvrière pour la mettre en mouvement, car convaincu de l'action consciente de masse. □



« Macron, Delevoye et toute la clique ont réveillé la Ratp »

François-Xavier, conducteur de métro sur la ligne 3, militant à Solidaires Ratp, est intervenu au meeting du NPA à Paris le 16 décembre. Nous avons retranscrit son intervention, qui n'a pas pris une ride.

J'ai envie de remercier Macron, Delevoye et toute la clique, parce que sans eux, à la RATP, on n'aurait pas réussi à réveiller tous les salariés, et ça fait énormément de bien. Ça se réveille et ça se bouscule. Contrairement aux cheminotEs en lutte depuis un moment, la culture de la grève s'était amoindrie à la RATP, notamment suite à la mise en place du «service minimum» en 2008. Certains nous ont même dit que la grève à la RATP ne se voit plus. Mais là, même avec le «service minimum», on prouve qu'on peut bloquer Paris, avec les cheminotEs. Service minimum ou pas, quand l'ensemble des salariéEs se mobilisent, ça se voit et ça fonctionne. Le 13 septembre, il y avait sept lignes de métro fermées, zéro ligne de RER qui fonctionnaient, 98% de grévistes sur l'ensemble de l'entreprise. Le service minimum, c'est le fait que quand un salarié veut se mettre en grève, il doit se déclarer 48 heures à l'avance. Ça pose donc des difficultés d'organisation, et il a fallu du temps pour que les salariéEs s'approprient leur organisation : Depuis 2007, date de notre dernière mobilisation contre la réforme des retraites, il n'y a quasiment jamais eu de piquet de grève.

LE DÉCLENCHEUR, L'UNITÉ SYNDICALE CONTRE LA RÉFORME

Ce qui ressortait des discussions avec les

salariéEs, c'était le problème de la division syndicale. Les organisations représentatives ne portaient pas forcément les revendications des salariéEs et ne construisaient pas d'unité syndicale pour pouvoir obtenir satisfaction. Ça été un des ingrédients de la lutte actuelle, qui nous a permis de nous organiser. En juillet, lors de l'intersyndicale Ratp, on a pu sortir un communiqué commun et les salariéEs n'attendaient que ça. Delevoye et son rapport sont bien tombés pour nous aider. Depuis juillet, les salariéEs s'organisent dans tous les dépôts de bus, dans les RER, dans les stations – parce que les agents de stations ou de gare, ça ne se voit pas forcément mais ils sont aussi ultra mobilisés aujourd'hui. On a mis deux mois à préparer la grève du 13 septembre. Il a fallu discuter avec les uns, les unes et les autres, aller expliquer à chacun ce qu'est un piquet de grève, à quoi il sert, parce que cette culture avec totalement disparu. Les salariéEs avaient aussi perdu l'habitude des assemblées générales et il fallait reconstruire de la solidarité entre nous.

ON REDRESSE LA TÊTE

Dès le 13 septembre, après deux mois de préparation, on a réussi à bloquer Paris. Ça été extraordinaire parce qu'il y a un an, on voyait nos camarades cheminotEs se mobiliser mais on n'avait pas réussi à entrer dans la bataille. Contre les ordonnances Macron on n'a pas réussi non plus à faire entrer les organisations syndicales représentatives, qui bloquaient le dossier. Là, la solidarité est partie du terrain. Il y a une discussion quotidienne entre salariéEs. Et c'est ce qui nous a permis,

progressivement, d'arriver à cette grève du 5 décembre, avec deux mois et demi de préparation. Une grève, ce n'est pas seulement l'aspect financier, c'est aussi une réflexion sur ce que ça représente, en quoi ça va nous engager, qu'est-ce que ça veut dire d'être au piquet de grève tous les jours dès 5 heures du matin, se lever à 3 heures du matin. On a réussi à le faire et les salariéEs ont compris l'intérêt d'y être. L'intérêt c'est de décider ensemble, d'être moteurs de l'action, d'être les seuls décideurs de ce que l'on veut demain.

QUE MACRON ET SA RÉFORME DÉGAGENT!

Macron nous a proposé une réforme des retraites qui ne nous correspond pas, et tous les Français l'ont exprimé, les salariéEs l'expriment, personne n'en veut! Ils ont beau essayer de nous diviser sur le thème «ça ne concerne que les régimes spéciaux», ça ne passe pas du tout sur le terrain auprès des salariéEs. Preuve en est, malgré les discours du Premier ministre annonçant des «solutions», l'ensemble des salariéEs ont reçu un courrier de la Ratp leur expliquant, à tous individuellement, qu'ils n'étaient pas concernés : « mais non, pourquoi vous faites grève? Vous n'êtes pas concernés ». Ce courrier nous a fait marrer. Et la démission de Delevoye pile à ce moment-là, encore plus. On a trinqué dans les terminus et dans les piquets de grève pour leur montrer que leurs mensonges, ça ne tient pas.

On ne veut pas de cette société-là, on ne veut pas survivre, on veut vivre. On veut un autre choix de société pour nos gamins, qu'on soit enseignants, qu'on soit fonctionnaires, qu'on soit de la Ratp, de la santé ou du privé. Les salariéEs de la Ratp et des autres secteurs en lutte se mobilisent pour l'ensemble des salariéEs, pour le retrait de cette réforme, et rien d'autre, et on continuera cette grève jusqu'à ce que Macron dégage et nous remballer son projet de réforme des retraites. □



Au dépôt Ratp de Gallieni (ligne 3). © NPA / AL

SNCF : la perspective d'un mouvement d'ensemble renforce notre détermination

Notre camarade Basile, cheminot à la Gare de l'Est, analyse la mobilisation à la SNCF, une mobilisation qui reste une exception par sa force et sa durée par rapport aux autres secteurs.

Comment expliques-tu que les cheminotEs soient de nouveau mobiliséEs?

Le fait que la RATP ait ouvert le bal dès le mois de septembre a été un élément déterminant pour nous redonner confiance.

Malgré les défaites, il semble que «la lutte entraîne la lutte». Au début du mouvement, pour prendre un exemple, un collègue faisait naturellement référence à une discussions de «la dernière AG»... de 2018. Il y a également un sentiment de revanche par rapport aux défaites. La conscience ne semble pas avoir reculé et les luttes se sont alimentées les unes les autres.

Par ailleurs, nous sommes confrontéEs à des attaques réelles et concrètes: le passage en Société Anonyme et les discussions sur le statut des cheminotEs. Il y a aussi un sentiment d'être le dernier bastion face à ces attaques, de devoir résister. L'expérience des luttes précédentes produit aussi une compréhension que, pour gagner, il faut un «tous ensemble». On ressent l'attente des autres secteurs vis-à-vis de nous, cela renforce la détermination. C'est toute la contradiction de la «grève par procuration»: elle ne remplace pas la grève, loin de là, mais elle nous encourage. Nous ne tirons pas le mouvement, nous sommes portés par celui-ci.

Quelle est l'ampleur de la grève?

Cela fait un mois exactement que nous sommes en grève. C'est un record. Les cheminotEs restent une exception dans cette capacité à construire des grèves si dures. Au-delà du pacte ferroviaire, en 2018, Macron voulait dégommer un secteur combatif de la classe ouvrière. Il a échoué!

La grève tient bien, les conducteurs sont en pointe, comme souvent. Il y a un *turn over*, avec une fraction importante en reconductible qui permet de maintenir un mouvement fort. Le mouvement est largement majoritaire dans l'entreprise: rares sont celles et ceux qui n'ont pas participé à un moment ou un autre à la mobilisation.

La grève tient aussi dans l'espoir que les autres secteurs s'y mettront: la tâche du moment est, en s'appuyant sur les journées

de manifestations qui regroupent plus largement, de s'adresser à eux. 140 000 cheminotEs, 40 000 agents RATP et plusieurs milliers de salariéEs des raffineries ne réussiront pas seuls contre une réforme qui touche 30 millions d'actifs.

Que donnent les assemblées générales?

La présence en AG est variable. Sur Paris ce n'est pas évident: les cheminots habitent de plus en plus loin. Mais il y a des AG fortes sur des endroits où il n'y avait rien depuis longtemps. Par exemple, sur la région de Paris Est, à Vaires (triage, dépôt et cité cheminote) il y a un mouvement dynamique avec des manifestations, des liens interpro. Sur des «petits sites» comme Château-Thierry ou Romilly-sur-Seine, des AG se tiennent tous les jours... mais l'AG de Paris connaît une participation moyenne.

La faiblesse des AG est un frein à l'auto-organisation par en bas: les cadres qui se mettent en place regroupent souvent une dizaine de participants et les militants politiques y sont nombreux. Ce manque laisse la place à des «initiatives par le haut», qui illustrent plus la faiblesse de l'auto-organisation à la base que sa force.

Les AG ressemblent plus à des meetings qu'à des AG vivantes où la parole circule. Elles ne représentent qu'une minorité des grévistes qui s'exprime au nom de tous. C'est normal mais pas satisfaisant. Enfin, les défaites jouent. Certains font grève avec de forts doutes sur la possibilité de gagner. Alors si on perd une journée de salaire, on gagne au moins une journée de repos, en famille et à la maison.

Mais, il y a des progrès. Les AG sont interservices, ce qui décloisonne à l'intérieur même de la SNCF. Mais les cheminots osent moins parler: ils ne se connaissent pas forcément, il faut prendre le micro, etc.

Quelle est l'attitude des syndicats?

Dès le début dans les AG il y a eu des motions insistant sur le retrait de la réforme. La CGT insistait sur la situation interne dans l'entreprise. Ce n'est pas faux en soi mais notre

objectif principal est de trouver un dénominateur commun avec le reste de la classe ouvrière et c'était aussi une façon de ménager une porte de sortie si la grève ne prenait pas.

La CFTD et l'UNSA sont absentes de la construction de la lutte. La grève se joue entre les équipes Sud et CGT, parfois FO.

L'annonce, le 19 décembre, de la date du 9 janvier comme prochaine journée de grève a entraîné de la déception. Ça faisait long... Mais on a tenu! Plusieurs motions dans les AG demandaient une autre date de mobilisation, notamment le samedi 28 décembre. Mais on voit bien la difficulté: on cherche une proposition plus offensive que l'intersyndicale, mais on se rabat sur une manif un samedi.

Quels sont les liens avec les autres secteurs et les perspectives?

Toutes les AG ont vu intervenir des salariéEs d'autres secteurs: RATP, Éducation nationale, santé, impôts, boîtes privées, etc. Avec le privé, le lien se fait surtout des cheminots vers le privé. Ils sont plus mobilisés sur des problématiques propres à l'entreprise comme les licenciements que sur les retraites. Les diffusions de tracts aux usagers et aux portes des entreprises privées se passent toutes bien. L'accueil est très bon. On rencontre parfois des salariés très précaires qui soutiennent le mouvement sans vraiment pouvoir le rejoindre. Mais les grévistes en reviennent reboostés.

Tout cela est positif. Cette lutte est historique, elle produit de nouvelles expériences collectives. On n'a pas encore gagné mais on n'entend plus Macron, sauf pour les vœux. On a obtenu le départ de Delevoye. Les explications sur cette réforme qui veut privatiser les retraites et qui s'inscrit dans la logique libérale de privatisations de ces trente dernières années sont largement comprises.

Le fait que les cheminotEs ou les salariéEs de l'Opéra aient refusés les marchés égoïstes de dupes – la clause du grand-frère ou du grand-père – qui étaient proposés sont un formidable message à l'ensemble du monde du travail et un encouragement à s'y mettre tous ensemble. □

Algérie : la présidentielle pour assurer la continuité du système

PAR KAMEL AÏSSAT*

Dans les jours qui ont précédé le 12 décembre, à Paris, à New York et même à Montréal avec - 13°C, les Algériens se sont organisés devant les bureaux de vote pour sensibiliser les électeurs pour ne pas cautionner la mascarade électorale. Ils ont tenu à donner l'exemple de l'extérieur au peuple algérien. Cela a donné confiance à la population pour contester l'élection présidentielle convoquée par le pouvoir de fait afin d'assurer sa continuité.

Le 22 février a été le premier moment où le peuple s'est mobilisé dans l'ensemble du pays depuis l'indépendance. C'est un soulèvement contre l'humiliation d'être gouverné par un « mort vivant, un cadre¹ ». La candidature de Bouteflika a été la goutte d'eau qui a fait déborder un vase bien rempli par 20 ans de dérive monarchique, de politiques d'appauvrissement des larges masses et une régression de toutes les libertés fondamentales. Il s'est attaqué aux syndicats, aux associations, qui ont été phagocytées par le pouvoir. Toutes les médiations ont été cassées, au bénéfice d'un consensus royal.

Un grand nombre d'entreprises publiques ont été bradées à des nouveaux riches. Bouteflika a tenté de s'émanciper de l'armée, accélérant la guerre de clans qui vise à savoir qui définira le clan qui redistribuera la rente pétrolière, et au profit de qui. La guerre civile a produit une crise politique profonde, avec l'impossibilité de faire de la politique. Des régions ont résisté, en 2001 en Kabylie notamment, mais le processus ne s'est pas répandu. La situation actuelle est le produit de ces éléments.

UN MOUVEMENT QUI NE S'ARRÊTE PLUS

Début mars, le peuple a pris conscience dans sa force, notamment autour de la journée du 8 mars et de la grève générale qui a conduit à une fissure dans le régime qui a eu pour conséquence le sacrifice de Bouteflika, lui qui incarne la nouvelle bourgeoisie financière. Le départ de Bouteflika a renforcé la confiance du peuple. Cela a conduit à l'échec de l'élection de juillet, car le peuple a considéré que la rupture avec le pouvoir ne peut pas passer par une élection présidentielle. Durant l'été a eu lieu une tentative de re-composition à l'intérieur du régime. Le 12 septembre, le chef d'état-major a décidé la convocation des élections, et le président de façade, Bensalah, a appelé à l'élection du 12 décembre. Pendant ce temps, on manifestait à Biskra par 50°C, à Alger chaque semaine malgré la chaleur. Le peuple a formulé ses revendications: « Yetnahaw Ga³ », « qu'ils partent tous » « el Blad Bladna N'dirou raina »³, « yethasbou Ga³ » et le peuple veut son « indépendance ». Derrière ce slogan, il y a la compréhension du fait que l'indépendance a été confisquée par l'armée des frontières, la seule force politique organisée à l'époque. On

raconte qu'alors que toute la population était maigre, ces « djoundis⁴ venus des frontières » étaient gras. Le peuple n'a jamais été consulté sur comment construire l'Algérie. Les tentatives de rédiger une constitution en 1963 ont été caporalisées. Le 13 octobre, le jour où ils ont

présenté le projet de loi sur les hydrocarbures, la mobilisation a été importante et le slogan « ils ont vendu le pays » a pris encore plus de force. La question sociale a été posée. Le 1er novembre, anniversaire du début de la guerre d'Indépendance, le peuple est sorti pour dire « on veut continuer notre révolution », « on veut prendre le pouvoir », dénonçant le pouvoir comme un agent du colonialisme français, de Macron et Total. La loi a été écrite par un cabinet d'études américain ! Il y a eu aussi les mobilisations contre la loi de finance. Un mot d'ordre exprime bien la situation: « le gaz de schiste pour les américains, le gaz naturel pour la France, et pour les Algériens, le gaz lacrymogène ».

UNE ÉLECTION ILLÉGITIME

Jeudi 12 décembre, le jour des élections, on a eu des mobilisations immenses, parmi les plus grandes depuis le début du mouvement. Mais personne n'en a parlé en France, car les seuls alliés du régime, ce sont la France, les États-Unis, la Chine, les Émirats, l'Arabie Saoudite. Il n'a aucun appui au niveau populaire.

Il y a eu une cooptation: le Conseil constitutionnel, nommé par Bouteflika, a fait une *fetwa* pour prolonger le mandat de Bensalah et le gouvernement, changer la composition du gouvernement. L'élection du 12 décembre a été organisée par un gouvernement illégitime, par un président illégitime, y compris du point de vue de la constitution qui n'est plus en vigueur depuis le 5 juillet, convoquée depuis une caserne, pour coopter des figures de façade et d'assurer la continuité du régime libéral et antidémocratique.

Les élections en France ont été protégées par les CRS, tandis que des Algériens manifestaient pacifiquement devant l'Ambassade à Paris. En Algérie on nous explique que 9 millions de personnes ont



Facebook Titi Haddad

voté, soit 39,9% de participation. Mais aucune des 8 chaînes de télévision n'a réussi à diffuser des images de gens qui votent. On a vu des militaires en files, bien disciplinées, aller voter, mais rien d'autre. À Béjaïa, pour aller voter, ils ont cassé le mur entre la caserne et l'école, au lieu de passer par l'extérieur! La chaîne Al Magharibia, d'influence islamiste, qui soutient le mouvement et qui diffuse depuis Paris, a été suspendue en octobre dernier avec l'accord du gouvernement français. Les deux semaines précédant les élections, un matraquage a eu lieu : on nous a dit de faire attention aux islamistes. Mais ils ne représentent rien aujourd'hui. On nous a dit que le mouvement était un désordre kabyle, mais des arrestations ont eu lieu partout... et le drapeau kabyle a été brandi dans tout le pays. Le pouvoir a dénoncé une supposée intervention étrangère, mais tout le monde se rappelle que les ministres français sont venus pendant des années nous expliquer que notre président était lucide, intelligent, qu'il avait une grande culture alors que c'était un légume! Ils se sont aussi appuyés sur une résolution du parlement européen demandant «*la libération immédiate et inconditionnelle de toutes les personnes inculpées pour avoir exercé leur droit à la liberté d'expression*» pour titiller la fibre nationale et organiser des manifestations pour le pouvoir... alors que le pouvoir a des accords injustes avec l'Union européenne, par exemple la mise en place du LMD, qui contribue à bloquer l'avenir de la jeunesse algérienne.

Tebboune, dans son discours d'investiture, a salué les hommes d'affaire. Il n'a pas salué le peuple en lutte, ni les travailleurs, ni les chômeurs, ni les femmes, ni même ses électeurs. Par contre, il a tenté de titiller la fibre nationaliste du peuple. Le soir de l'élection, alors que Macron a pris «*acte de l'élection de M. Tebboune*» et celui-ci a répondu «*Je ne lui répondrai pas [...], moi j'ai été élu par le peuple algérien et je ne reconnais que le peuple algérien*»... puis ils ont passé une heure au téléphone... Comme le dit Mohammed Harbi, la France n'est pas partie d'Algérie, elle est venue avec le capitalisme, elle est partie et a laissé le capitalisme.

UNE POLITISATION SANS ALTERNATIVE, SANS PROGRAMME POLITIQUE.

Le 12 décembre, le pouvoir a coopté un président, Tebboune, qui incarne la continuité du système et les profondeurs de la bureaucratie algérienne, ex-ministre de l'intérieur, ex-ministre de l'habitat,

un secteur juteux, ex premier ministre de Bouteflika. Le peuple n'accepte pas ce président. Le vendredi 13, les manifestants sont venus avec des sacs de farine, et se sont mis de la farine sur le visage, car le fils de Tebboune a été impliqué dans une affaire de trafic de cocaïne⁵... Les mots d'ordre centraux concernent l'illégitimité du président. Mais le discours dominant propagé notamment dans les médias, est le soulagement d'avoir enfin un président. Il y aura un mouvement de reflux de la mobilisation. Cela a déjà eu lieu au moment où Bouteflika a démissionné, car une partie du peuple s'est soulevée seulement contre l'humiliation, et c'est la jeunesse qui a imposé la poursuite du mouvement, face aux couches installées. En mars, avril et mai, l'émigration clandestine («*Har-raga*») a pratiquement disparu des statistiques, car l'espoir de changer les choses a émergé, puis elle a repris pendant l'été.

Le mouvement est pacifiste car le peuple sait qu'il n'a pas le rapport de forces militaire par rapport au pouvoir. La force de la mobilisation est la massivité des rassemblements du vendredi. Le 12 décembre, 450 jeunes ont été arrêtés à Oran. À Béjaïa, une grève générale a été organisée, avec la participation des syndicats, avant le 12 décembre. Ce département, qui a accumulé des traditions d'organisation depuis les années 80, avec une auto-organisation, avec des manifestations le 1^{er} Mai, avec les martyrs des mobilisations des années 80, a pour rôle d'ouvrir la voie pour l'ensemble du pays.

Le mouvement est fondamentalement démocratique. Mais il n'y a pas un fossé entre les questions démocratiques et les questions sociales. En février, le PST était la seule organisation à avancer la question de la Constituante. Un des rôles du Pacte pour l'alternative démocratique auquel nous participons est de structurer le débat, ne pas le laisser aux experts et aux technocrates. Certaines organisations du PAD considèrent que la transition peut passer par une présidentielle... mais le mouvement les a obligés à évoluer. D'autres veulent négocier avec Tebboune, qui fera aussi des offres de service. Mais jusqu'ici la force du mouvement empêche une telle négociation, car le point de départ est le départ du système, et la seule négociation possible est la modalité de départ, la transition.

UNE NOUVELLE ALGÉRIE S'EST RÉVÉLÉE

Concernant les perspectives, il y a eu une bataille, une première mi-temps, qui est finie. On va entrer dans une deuxième bataille, pour dégager le système. Le

mouvement est en train de produire lui-même ses alternatives. L'alternative, nous l'appelons nous assemblée constituante souveraine, c'est-à-dire le fait de redéfinir l'Algérie de demain, telle que les jeunes la voient aujourd'hui. Pour reposer toutes les questions démocratiques et sociales : la situation des femmes, qui est une question très importante, la place de la religion, le droit au travail, la répartition des richesses. On parle d'un processus constituant souverain car il doit avoir lieu sous contrôle populaire, il ne doit pas être élaboré par des experts. Il doit être élaboré par le peuple organisé. Il commence à s'auto-organiser, à son rythme : avec des débats publics dans beaucoup de villes notamment.

Quelle que soit l'issue du mouvement, il y aura une nouvelle manière de s'organiser, de faire de la politique.

Les gens ne s'organisent pas à partir d'un concept, mais à partir de la réalité de la situation, des besoins. En 2001, le mouvement a démarré le 18 avril et, le 25 avril est sorti le premier appel à l'auto-organisation. Elle s'est organisée pour faire face aux assassinats des jeunes et arrêter les émeutes en les transformant en action consciente. Les premiers comités populaires ont organisé la récupération des pneus, du tabac... pillés durant les émeutes. Et plus fondamentalement pour faire face à la répression. Mais c'est aussi le produit de l'expérience de la génération militante des années 80 qui s'est retrouvée à Béjaïa. Le mouvement actuel ne suivra pas ce chemin. L'auto-organisation existe aujourd'hui sur les questions démocratiques, en particulier la libération des détenus, la solidarité avec les familles qui sont dans le besoin, payer et transporter les avocats et les manifestants pour les procès et pour débattre... Elle a été aussi embryonnaire mais très efficace pour tenter d'empêcher l'élection du 12 décembre.

S'il y a un processus constituant, l'auto-organisation prendra aussi toute sa place car ce n'est pas à l'appareil d'État d'organiser des élections, c'est au peuple de le faire, car c'est la seule garantie pour empêcher la fraude et imposer un contrôle populaire sur les élus. Aujourd'hui, la prise de conscience est inédite depuis l'indépendance. □

* Kamel Aïssat est membre de la direction du Parti socialiste des travailleurs.

1 Dans les événements officiels, Bouteflika était représenté par sa photo dans un cadre.

2 <https://www.youtube.com/watch?v=neZc5o8m-vU>

3 «*Le pays est à nous, on en fait ce qu'on veut*».

4 Combattants.

5 Le fils de Tebboune est en détention provisoire depuis 2018 après la saisie au port d'Oran, de 701 kg de cocaïne.

La rébellion de Hong Kong a besoin de notre soutien

PAR DOMINIQUE LEROUGE

Sept mois après son déclenchement, le mouvement pour la défense et l'extension des droits démocratiques à Hong Kong se poursuit.

Celui-ci a connu des hauts et des bas avec notamment des manifestations gigantesques début juin, puis le 18 août; une radicalisation rapide de la jeune génération; une grève générale réussie le 5 août; une croissance exponentielle de la répression avec des centaines de blessés, ainsi que des viols.

RÉPRESSION MASSIVE

Refusant de céder, tout en voulant éviter les inconvénients liés à une intervention directe de l'armée chinoise, le pouvoir a mis en route un rouleau compresseur répressif combinant notamment: l'interdiction systématique des manifestations; le recours à la législation d'urgence héritée des britanniques; l'arrestation en six mois de 6 022 personnes, dont 956 vivent maintenant dans la hantise de longues années de prison; une répression intense des manifestations, s'appuyant notamment sur des « canons à eau » fabriqués à Saint-Nazaire projetant un liquide indélébile et toxique; le licenciement de salariéEs ayant participé à des grèves ou des manifestations, ou simplement accusés d'avoir montré de la sympathie envers le mouvement.

En novembre, le mouvement était dans l'impasse. Le risque était réel que l'aile la plus radicale se retrouve isolée. La calamiteuse fin de l'occupation des universités donne une idée d'un des scénarii possibles. Mais l'opposition de masse à la politique liberticide du pouvoir est demeurée intacte. Depuis cet été beaucoup de salariéEs rejoignent les syndicats et ou en créent de nouveaux. Le 24 novembre, l'opposition a remporté 80% des sièges aux élections locales, qui sont les seules basées sur le suffrage universel. Depuis ces élections, un coup d'arrêt a été mis à la descente aux enfers. Certaines manifestations, ont été autorisées comme le 1^{er}, puis le 8 décembre. La première a regroupé 380 000 personnes, et la seconde 800 000.

À l'heure où ces lignes sont écrites (fin décembre 2019), il est encore trop

tôt pour dire si cette stabilisation de la ligne de front débouchera sur une contre-offensive dans la durée. Le développement de la solidarité internationale pourrait y contribuer utilement.

QUESTIONS À AU LOONG YU, MILITANT ANTICAPITALISTE HONGKONGAIS

Pourquoi défendre l'autonomie de Hong Kong, et sur quelle base ?

Le capitalisme ultra-libéral en vigueur à Hong Kong est très défavorable aux salariéEs, mais simultanément, le texte servant de Constitution prévoit la protection des droits humains fondamentaux, ce qui rend notamment possible la croissance d'un mouvement social. Le capitalisme de Chine est pire que celui de Hong Kong, car il ne tolère aucun mouvement social ni aucune opposition. Nous devons lier la défense de l'autonomie de Hong Kong à l'élargissement des droits et libertés, et en particulier ceux des salariéEs.

Quelle attitude avoir face aux tensions actuelles entre la Chine et les USA ?

Aucun des deux ne mérite notre soutien. Leur lutte pour la domination mondiale n'est pas notre bataille. Toute rupture immédiate de leurs liens économiques est improbable, à moins que l'un deux soit prêt à supporter le coût de la crise économique qui en résulterait.

Le statut particulier de Hong Kong visait à parvenir à un compromis historique entre la Chine, le Royaume-Uni, mais aussi tacitement avec les États-Unis, en échange non seulement du rétablissement de la souveraineté de la Chine sur Hong Kong, mais aussi de la pleine intégration de Pékin au capitalisme mondial.

Nous ne devons faire aucune confiance aux grandes puissances occidentales. Soutenir de façon acritique la récente loi adoptée par les États-Unis [en soutien aux manifestants pro-démocratie à Hong Kong] n'est pas acceptable car

elle lie les droits humains à Hong Kong à la politique étrangère des États-Unis.

N'existe-t-il pas un risque d'être accusé de participer à une « intervention étrangère » ?

Ceux qui le font devraient regarder du côté des centaines de policiers blancs de Hong Kong qui sont détenteurs de passeports étrangers. Le texte servant de Constitution garantit en effet que des ressortissantEs étrangers peuvent être engagés comme fonctionnaires ou consultantEs du gouvernement. Il prévoit aussi le maintien de l'usage de l'anglais comme langue officielle, la persistance du système juridique britannique de la Common law, la nomination de juges étrangers dans les tribunaux de Hong Kong, l'octroi de passeports britanniques à des HongkongaisEs, etc.

Ne risque-t-on pas de se retrouver au côté de courants de droite xénophobes ?

Un courant qualifié de « localiste » est apparu il y a 10 ans. Il était très hétérogène mais, très vite, c'est l'aile droite qui l'a dominé. Il était en fait plus « nativiste » que « localiste », tenant des discours haineux envers le syndicat étudiant, les mouvements sociaux, l'ensemble de la population du continent chinois, et en particulier les immigrantEs accusés de venir voler les prestations sociales existant à Hong Kong.

Ce courant a été rapidement discrédité. Battu lors des élections de 2016, il a ensuite été marginalisé. De très petites organisations nativistes ont subsisté, mais elles sont si petites qu'elles n'ont aucune



Les manifestants rassemblèrent sur le de Jardine à Baie-Causeway le 1er juillet 2019. © Studio Incendo / Wikimedia

capacité de faire prévaloir leurs idées. Lorsque le mouvement actuel a pris de l'ampleur, des millions de citoyenEs ordinaires y ont pris part. Parmi elles et eux, des centaines de milliers de jeunes faisant leurs premiers pas en politique et n'ayant de lien avec aucun parti politique existant. Le discours nativiste s'est alors beaucoup dilué, même si des jeunes utilisent une

partie du langage et des icônes nativistes. Le 7 juillet, 230 000 personnes se sont rendues à la gare de trains à grande vitesse pour saluer les visiteurs et visiteuses venus du continent, et tenter de les appeler à soutenir le mouvement. De toute évidence, l'avis des nativistes n'a pas été suivi par ces manifestantEs! Des jeunes radicaux, totalement

inexpérimentés en politique, font des erreurs, par exemple en croyant que Trump les sauvera, ou parfois en adoptant de façon insensée des slogans xénophobes. La gauche ne doit pas se mettre sur le côté de la route et se contenter de critiquer. Elle doit au contraire participer au mouvement, et se tenir au côté des progressistes pour lutter contre les tendances nativistes. □

La faiblesse du soutien d'une grande partie de la gauche internationale

PAR ELI FRIEDMAN*

La méfiance de la gauche américaine et occidentale à l'égard de ce mouvement laisse perplexe nombre de militantEs de la gauche hongkongaise. Jusqu'à présent, nous avons laissé le terrain libre à des anticommunistes étatsuniens qui se sont exprimés avec force sur Hong Kong. La gauche de Hong Kong, des anarchistes et militantEs du mouvement social, aux sociaux-démocrates, est profondément impliquée. Et la raison en est simple: le Parti communiste chinois est à la tête d'une forme ethno-nationaliste de capitalisme d'État dictatorial. Après la rétrocession de 1997, le PCC a décidé de s'allier aux magnats de la ville en leur permettant de continuer à s'enrichir à Hong Kong, ainsi qu'en leur accordant un accès privilégié au continent en échange de leur allégeance politique.

En Chine même, les salariéEs, les paysanEs et les minorités ethniques ont été durement traités lorsqu'ils et elles ont tenté de défendre ou d'améliorer leurs droits. Des étudiantEs marxistes sont kidnappés, portés disparus ou emprisonnés.

UNE GAUCHE HONGKONGAISE UNANIME

Pratiquement touTEs les militantEs de gauche à Hong Kong ayant essayé d'intervenir en Chine n'ont pas pu continuer à cause de la répression. Cela explique pourquoi la gauche hongkongaise a été très activement impliquée dans des mouvements

pour préserver ce qui reste des libertés civiques de Hong Kong. Et cela depuis au moins 2003. Si la gauche hongkongaise est fondamentalement unanime dans son soutien au mouvement en cours, pourquoi celle des États-Unis a-t-elle vacillé?

Il est certes troublant de voir des manifestantEs brandir le drapeau américain et remercier le Républicain Marco Rubio sur Twitter. Il est possible de se demander s'ils et elles croient vraiment que les États-Unis sont un exemple moral. Mais faire appel à Trump pour qu'il soutienne un mouvement en faveur de la démocratie, même pour des raisons purement utilitaires, est au mieux une mauvaise stratégie.

Pourquoi devrions-nous laisser les pires éléments d'un mouvement massif et incroyablement diversifié prétendre représenter l'ensemble de celui-ci? Devrions-nous refuser notre soutien au mouvement syndical américain parce que certains dirigeants syndicaux sont ouvertement nationalistes et xénophobes?

Les aspirations fondamentales du mouvement sont l'opposition à la violence policière, la préservation de l'autonomie du système juridique envers celui de la République populaire de Chine, et le renforcement de la démocratie. Si des revendications similaires étaient formulées aux États-Unis, nous les appuierions. CertainEs peuvent avancer que la démocratie électorale et un ordre juridique bourgeois ne seront guère bénéfiques à la classe ouvrière. C'est peut-être le cas. Mais un capitalisme où les citoyenEs ont le droit de débattre et de s'organiser politiquement est de loin meilleur qu'un capitalisme où vous pouvez être rayés de la carte pour des activités similaires.

CHANGEMENTS STRUCTURELS MASSIFS

Je pense qu'un autre facteur, non

déclaré, joue dans la réticence d'une partie de la gauche, à savoir que ce mouvement ne s'emboîte pas très bien dans les récits hérités du passé.

Nous savons intuitivement comment réagir quand il y a un coup d'État militaire en Amérique latine.

Il ne fait aucun doute que la gauche réagira aux atrocités israéliennes la prochaine fois qu'elle bombardera Gaza. Mais lorsqu'il s'agit d'anciens sujets coloniaux britanniques, en moyenne relativement privilégiés par rapport aux normes mondiales, qui jettent des cocktails Molotov sur les représentants d'un régime se déclarant socialiste, beaucoup sont déroutés. Ajoutez quelques vidéos de manifestantEs vêtus de noir chantant l'hymne américain, et vous comprendrez pourquoi cela provoque des sentiments mélangés.

La Chine est un empire émergent, qui est d'une part pleinement incorporé dans les pratiques capitalistes fondamentales, mais qui d'autre part bouleverse l'ordre impérial euro-américain séculaire. Le déclin de cet ordre ancien ne va pas, en soi et de lui-même, conduire à une expansion de la liberté humaine.

La lutte de Hong Kong reflète ces changements structurels massifs. Celle-ci aura une influence profonde sur la manière dont la Chine, en plein essor, réagira aux mouvements pour l'autonomie et la démocratie ailleurs, dans sa périphérie et au-delà.

Nous devrions faire tout ce qui est en notre pouvoir pour soutenir et exprimer notre solidarité avec nos camarades de Hong Kong, puisqu'ils et elles sont dans la lutte, avec ou sans nous. □

* Elie Friedman est enseignant-chercheur au États-Unis, spécialiste du mouvement ouvrier chinois. Extraits d'un entretien accordé au site Jacobin.



Grèce : faire reculer Mitsotakis et l'extrême droite

PAR ANDREAS SARTZEKIS

La droite grecque, qui a toujours martelé que le gouvernement de Syriza ne pouvait être qu'une parenthèse, a donc repris les rênes du pouvoir en juillet sans pouvoir cacher sa joie d'infliger à la gauche une défaite profonde, et que certains petits roquets de l'aile d'extrême droite, comme le fascistoïde Georgiadis, voudraient irrémédiable.

En s'appuyant insolemment sur ce courant de droite extrême, qui va de l'ancien fasciste « tueur à la hache » Voridis, devenu ministre du Développement agricole, au courant nationaliste de l'ancien premier ministre Samaras l'extrême libéral, Mitsotakis a immédiatement voulu prendre toutes les rênes du pouvoir, sans se préoccuper de la qualité des sbires à qui il confiait des responsabilités : résultat, un dirigeant des services secrets qui a menti sur ses diplômes, idem pour le militaire à qui il vient de confier la responsabilité de la « gestion » des réfugiés, un nationaliste raciste qui ne rêve que de camps de concentration... Au tourisme, il a nommé un affairiste enfariné, admirateur de la junte des colonels, belle image pour la vitrine touristique...

La liste est longue, et chaque jour la presse indépendante met à jour des vices de procédure, des mensonges éhontés, qui sont la vraie face de ce que Mitsotakis vante comme le « *gouvernement des meilleurs* », slogan ridicule relayé par des médias majoritairement aux ordres de la Nouvelle Démocratie et du patronat, ce dont le gouvernement a voulu les récompenser en accordant discrètement des subventions y compris à des journaux de caniveau, presse raciste et à scandale !

Pendant que la droite prépare un budget évidemment uniquement favorable au patronat, ce qui mobilise de plus en plus largement, ce sont avant tout les innombrables et très inquiétantes attaques contre les droits démocratiques et y compris contre la justice élémentaire... On relèvera trois exemples de ces faits sur lesquels se déroulent ces jours-ci des mobilisations qui ne demandent qu'à prendre de l'ampleur... si on sait s'en donner les moyens.

L'INDÉCENCE D'UNE PROCUREURE FAVORABLE AU GROUPE CRIMINEL CHRYSSI AVGI (AUBE DORÉE)

Après des mois de témoignages, de preuves accumulées sur la structure pyramidale et le rôle décisif du Führer de Chryssi Avgi, la procureure Adantia Ikonou, vient tout simplement de demander la relaxe de sa direction, faisant porter la responsabilité du meurtre du rappeur antifasciste Pavlos Fyssas sur le seul tueur Roupakias !

Sur le fond, rien d'étonnant : d'une part, le comportement de cette procureure lors de tout le procès consistait à tenter de mettre en contradiction les témoins antifascistes et à mettre en doute les preuves réelles, comme si ce groupe n'avait pas à son bilan des morts et des dizaines de blessés plus ou moins gravement. Mais ce mépris pour les victimes n'aurait sûrement pas pu déboucher sur une telle demande de relaxe si n'existait pas une tendance de fond de la droite au pouvoir de remettre en selle les nazis qui s'accordent parfaitement avec certains des discours nauséabonds de dirigeants actuels de la vieille droite issue de la guerre civile...

Le procès n'est pas terminé et que rien n'est joué, le danger d'une relaxe existe désormais... avec en prime le remboursement de toutes les sommes suspendues pour les anciens parlementaires de Chryssi Avgi, qui deviendrait alors immensément riche alors que ces derniers mois, elle ferme peu à peu ses locaux sous la pression des mobilisations locales et de ses difficultés financières. Des appels à mobilisation ont été lancés : samedi 21, nous étions environ 2000 au centre d'Athènes, pour un rassemblement appelé par des organisations antifascistes (Keerfa) et la gauche révolutionnaire et radicale

(NAR, SEK...), mais ni par Syriza ni par le KKE. Un premier pas certes encourageant -avec des interventions battantes, comme lorsque Petros Konstantinou (Keerfa) a rappelé que le procureur qui avait « innocenté » les assassins du député de gauche Lambrakis (1963, cf le livre de Vassilikos et le film de Kosta Gavras, Z) était ensuite devenu ministre de la junte fasciste (1967- 1974). Mais le fait que ce rassemblement ait réussi l'exploit de partir ensuite en deux manifs différentes permet de mesurer les efforts que nous sommes encore trop peu à prodiguer pour l'unité d'action antifasciste la plus large, qui devient urgente !

UNE POLICE BAFUANT TOUS LES DROITS DÉMOCRATIQUES

L'un des axes principaux, voire obsessionnel, du programme de Mitsotakis, est une attaque assumée, violente et durable contre les droits démocratiques, droits civiques, droits des travailleurs, libertés universitaires... À cet effet, a été nommé un Castaner grec : l'ancien Premier ministre socialiste du gouvernement pro-troïka droite-Pasok, Chryssosoidis, revendiquant sans pudeur le droit aux violences policières... qu'il nie d'ailleurs systématiquement, même contre les témoignages filmés qui s'accumulent. Et le slogan sécuritaire de la droite rappelle de bien sombres périodes : Loi et ordre...

De fait, entre le programme continu d'expulsions de lieux occupés et interventions dans des facs (comme à Asoee, fac d'éco où les étudiantEs ont d'ailleurs repoussé les flics !), la réalité quotidienne, ce sont les libertés totales accordées à la police pour contrôler qui elle veut, quand elle veut, comme elle veut. Son grand plaisir, ces dernières semaines, est de mettre à nu des personnes



Wikimedia Commons.

contrôlées, de tout faire pour humilier les jeunes et les moins jeunes, et certains flics se croient tellement tout permis qu'on les entend parler avec plaisir du sentiment de vivre sous la junte... La liste de leurs exactions s'allonge de jour en jour, les deux dernières sont exemplaires: d'un côté, des policiers du poste de la place Omonia se sont amusés à torturer une handicapée, et l'affaire commence à faire tant de bruit que les tortionnaires en uniforme auraient été arrêtés. De l'autre, une opération d'expulsion dans le quartier de Koukaki a fait ouvrir les yeux plus largement sur ces opérations de type militaire: pour atteindre la maison occupée, les commandos sont tout simplement passés par la maison voisine, déshabillant et frappant le propriétaire qui refusait qu'ils passent par sa terrasse sans autorisation judiciaire. L'affaire fait grand bruit, d'autant que la victime est un cinéaste connu... et pas de gauche!

Face à ce climat qui rapproche le gouvernement grec des Orban et des Bolsonaro, une mobilisation diverse commence à poindre: même les eurodéputés (sociaux-démocrates, verts, eurogroupe de la gauche) ont écrit à Mitsotakis pour dénoncer des faits qui dépassent les seuls droits des victimes et remettent en cause le sens même de l'état de droit. Ça ne mange pas de pain, mais il est urgent que sur le plan international, l'image voulue d'un gouvernement de «centre droit» soit remise en cause pour montrer la dérive d'extrême droite déroulée par ce gouvernement, et le mouvement ouvrier international a un rôle crucial à jouer. Sur place, face à un ministre des flics (officiellement, ministre «de la protection du Citoyen»...) imperturbable, la mobilisation commence à s'organiser, mais là encore, elle est largement insuffisante: récemment, une réunion unitaire n'a

regroupé que la seule gauche radicale et révolutionnaire, le KKE et Syriza brillant par leur absence... Pourtant, on peut penser qu'une campagne unitaire doit désormais se lancer avec un objectif précis: face à tous les faits indignes couverts par Chryssoïdis, l'exigence de sa démission est une demande minimum, et on peut penser que gagner une telle bataille serait un facteur d'affaiblissement sérieux de la droite au pouvoir, tant celle-ci se base sur la répression des droits: son objectif désormais est non seulement la limitation des manifestations, mais carrément la restriction du droit de grève.

MÉTRO DE THESSALONIQUE: CONTRE LES PROJETS DESTRUCTEURS DES TALIBANS DE KOULIS

Une fois n'est pas coutume: la bataille pour les droits passe aussi aujourd'hui par la défense d'un site archéologique qui risque d'être détruit de par la volonté d'une droite soucieuse des seuls profits. En effet, à l'occasion de la construction d'une ligne de métro à Thessalonique, ville qui n'a jamais cessé d'être un grand pôle vivant depuis sa fondation au IV^e siècle avant J.-C., ont été découverts de très importants vestiges byzantins, découverte saluée par la communauté archéologique internationale: les archéologues, l'ancien maire de la ville et la société de construction du métro s'étaient alors mis d'accord pour prendre le temps nécessaire pour consolider le site et bâtir la station de métro autour de ces vestiges, comme cela a pu être fait à d'autres occasions à Athènes, ce qui fait d'ailleurs de certaines stations athéniennes des musées vivants! Face à eux, une alliance d'intérêts réactionnaires et économiques voulaient décoller les vestiges et les exposer dans un musée militaire! Or, lors de son discours

de rentrée à la foire internationale de Thessalonique, le Premier ministre Mitsotakis, connu sous le surnom de Koulis, et dont l'ouverture culturelle n'est certes pas la qualité la plus connue, annonçait sans que les instances archéologiques en aient été informées que les vestiges seraient décollés et «replacés» une fois que la station serait prête!

Stupeur de la communauté scientifique devant la perspective d'un tel massacre, contraire à toutes les recommandations scientifiques. Les raisons: un gain de temps de trois ans, donc de très substantielles économies. Mais aussi, sans aucun doute, tout le petit esprit revancharde de cette droite sans envergure, qui voudrait ainsi venger l'humiliation faite à son ancien chef Samaras quand ce dernier avait voulu faire croire, dans le cadre de sa politique nationaliste, qu'on avait découvert en Macédoine le tombeau d'Alexandre le Grand! Et on a vu ces dernières semaines la direction du ministère de la culture mener une véritable politique visant à terroriser les membres du Conseil archéologique central (KAS)... qui a fini par voter pour cette solution digne des talibans décapitant les statues!

Face à cette mesure, reflet d'une conception culturelle qui voit les découvertes archéologiques comme l'occasion d'ouvrir un Disneyland, de nombreux habitants de Thessalonique, de nombreuses associations de défense de l'environnement naturel et historique, le Syndicat national des Archéologues, de nombreux scientifiques du monde entier se sont mobilisés et se mobilisent pour faire revenir le gouvernement sur cette décision catastrophique. Dans le contexte actuel, cette bataille ne doit surtout pas être considérée comme secondaire ou «pittoresque»: ses enjeux culturels et politiques sont au premier plan, et un soutien international est là aussi indispensable!

Si l'année 2019 se finit sans que le mouvement ouvrier, sonné par la politique du gouvernement Syriza puis assommé par la victoire de la droite, ait pu encore se relancer dans de grandes mobilisations, les actuelles batailles pour le respect des droits démocratiques élémentaires, les droits des travailleurs et travailleuses, le respect de l'environnement naturel (batailles aussi contre l'installation de parcs géants d'éoliennes sur des montagnes...) et historique peuvent et doivent contribuer à redonner confiance dans les luttes de masse, seul moyen pour commencer à faire reculer la droite talibane grecque. □

Les enjeux des prochaines élections municipales

PAR ANTOINE LARRACHE

Les élections municipales peuvent paraître bien lointaines et déconnectées des enjeux actuels. Mais ce serait oublier un peu vite que le débat politique, y compris institutionnelle, est un élément structurant de la lutte des classes.

Les élections municipales combinent toujours dimension locale et dimension nationale. Dans la période que nous vivons, l'enjeu qui apparaît le plus visible est la nécessité de sanctionner Macron et son gouvernement, de faire le lien avec les mobilisations, donner corps à une opposition radicale à sa politique, pour la construction des luttes et pour une alternative au capitalisme. La participation des municipalités au mouvement est d'ailleurs posée par la grève des transports : plusieurs mairies ont affrété des autocars municipaux pour les manifestations, même si cela reste plutôt anecdotique si elles ne paient par les jours de grève aux agents municipaux ou ne font pas la promotion d'assemblées générales locales de mobilisation.

STRUCTURER LA CONSCIENCE DE CLASSE

La vieille formule de Lénine «*La conscience politique de classe ne peut être apportée à l'ouvrier que de l'extérieur, c'est-à-dire de l'extérieur de la lutte économique, de l'extérieur de la sphère des rapports entre ouvriers et patrons*» ne doit pas être comprise comme le fait que la conscience de classe viendrait de l'extérieur de la classe, donc des intellectuels et du parti, ou, pire, des institutions. Il faut l'entendre davantage comme la nécessité pour la classe laborieuse de se confronter à des problèmes plus larges que les luttes immédiates, pour acquérir une conscience politique, c'est-à-dire poser la question du pouvoir. La mobilisation sur les retraites franchit ce cap pour certains secteurs, les plus mobilisés (comme les Gilets jaunes) en se posant la question de dégager Macron, de tout changer. Mais l'immense majorité de la classe reste pour l'instant l'arme au pied, hésitant à engager la confrontation. Les problèmes politiques ne sont pas étrangers à cette hésitation : on calcule, est-ce que ça vaut bien la peine de perdre de l'argent à faire grève, est-ce qu'on peut changer les choses, est-il

possible d'influer sur le pouvoir ?

L'issue de la lutte déterminera également la façon dont se structurera la pensée politique dans la période qui suivra. On a parlé par le passé de «l'effet différé» des luttes de 1968 et de 1995 sur les victoires de la gauche aux élections en 1981 et 1997, comme on pourrait interpréter le déplacement à droite des politiques gouvernementales – de Sarkozy, Hollande et Macron – et la montée de l'extrême droite comme des conséquences des défaites des luttes de la période, notamment de 2010 sur les retraites et 2016 sur La loi travail.

Les médiations que sont les élections, le parti et les confrontations politiques avec d'autres courants contribuent à structurer la pensée politique et la conscience de classe, en fixant des formules et des délimitations politiques, des références politiques qui structurent les débats et les solidarités militantes.

Tous ces éléments s'inscrivent dans le contexte de crise des représentations politiques, qui ont pour effet des évolutions bien plus rapides que dans la période précédente des structures organisées – syndicats, partis, associations... – qui voient fleurir puis se réduire, sur des plans totalement différents, Attac, Extinction Rebellion, Modem, NPA, Front de gauche, LREM... Être présents dans les échéances politiques, c'est comme tenter de guider des eaux. On ne peut pas agir sur tout, mais on peut en orienter certaines parties. Il y a donc un enjeu réel à ce que, sans être électoraliste, sans abandonner les luttes pour les élections, les révolutionnaires s'investissent dans les élections municipales, formulent des réponses les liant aux luttes et à la contestation du capitalisme.

À PORTÉE DE MAIN

Les élections municipales se jouent en grande partie sur des enjeux locaux. Cela vient du fait que c'est sur la mairie que l'on pense pouvoir peser réellement, parce qu'on connaît le maire, parce que

les choix sont visibles dans les petites communes ou les quartiers, alors que le pouvoir central paraît lointain, peu accessible et répondant à des logiques sur lesquelles on ne peut pas peser.

Dans le contexte politique de crise actuel, d'illégitimité des partis et du pouvoir politique, voire de la politique, cette distance semble renforcée. On voit fleurir les listes «citoyennes», «alternatives» ou soi-disant de Gilets jaunes comme réponse à cette déconnexion.

Il y a quelque chose de profondément juste dans cette vision.

Le lieu du contrôle démocratique est en effet nécessairement à portée. À portée de pression, d'envahissement du conseil municipal, de débat en conseil de quartier, voire de révocation ou de mobilisation locale. Le spectre de la Commune de Paris est présent chez certainEs «municipalistes», mais aussi la nostalgie des communes gérées par le Parti communiste avec les avantages sociaux, les multiples associations encadrant les enfants, animant culturellement ou socialement les villes. De même, «*le Rojava représente la première révolution du XXI^e siècle et entretient une filiation directe avec l'insurrection zapatiste au Chiapas dans les années 1990 et la Commune de Paris. La Commune de Paris était bien plus qu'un «laboratoire vivant d'invention politique» car elle exprimait la rupture avec la vision moderniste selon laquelle toutes les sociétés civilisées devaient forcément être organisées sur une base étatique.*»¹

On retrouve aussi dans cette vision des velléités écologistes – promouvoir les circuits courts, la sobriété énergétique – et antiracistes. Ada Colau, ancienne maire de Barcelone, a déclaré à propos des migrantEs : «*Nous sommes enrégés. La ville est prête d'un point de vue technique, tous les services sont au point, la citoyenneté les attend les bras ouverts. Mais ils n'arrivent pas*»². Dans la foulée, Éric Piolle, maire de Grenoble, a déclaré en 2018 : «*Nous avons été élus en 2014, et toute la vague des villes*

espagnoles [élus en 2015] a donné du cœur, du corps à l'expérience grenobloise... donc nous échangeons [avec elles] sur la démocratie locale, les réfugiés, les traités transatlantiques, la transition écologique »³ avant de demander en avril 2019 l'expulsion de sans-logis occupant un bâtiment vide appartenant à la mairie⁴.

L'ÉLÉMENT DOMINANT DE LA CONTRADICTION

Les histoires municipales ne s'écrivent pas en dehors des contextes nationaux. Les déclarations d'Ada Colau ont été d'autant plus radicales qu'elles n'avaient aucune chance d'être concrétisées. Après coup, on peut même analyser les victoires électorales de Podemos comme un prélude à l'institutionnalisation que nous observons aujourd'hui avec son entrée dans la coalition avec le Parti socialiste; comme le budget participatif au Brésil, particulièrement à Porto Alegre a été autant une innovation démocratique que l'installation du PT dans le jeu bourgeois annonciatrice de la victoire de Lula. Les batailles démocratiques locales, lorsqu'elles sont confrontées à un recul du rapport de force global, national, ont tendance à être intégrées et dénaturées par le capitalisme, à l'image de la «légalisation des conquêtes» dans l'Espagne révolutionnaire⁵.

On ne peut donc parler «communalisme», «alternatives» et «citoyenneté» sans déterminer quelques marqueurs de fond, par rapport à l'État et à la propriété, qui restent les questions clés du rapport du mouvement ouvrier au capitalisme. Pour mémoire, dans une situation très différente, le parti communiste allemand de 1921 définissait comme programme au «gouvernement ouvrier»: «*armer le prolétariat, désarmer les organisations contre-révolutionnaires bourgeoises, instaurer le contrôle de la production, faire tomber sur les riches le gros du fardeau des impôts, briser la résistance de la bourgeoisie contre-révolutionnaire*»⁶. L'équivalent pour nous serait sans doute l'auto-organisation, le désarmement (voire la suppression) de la police, la réquisition des grandes entreprises, l'autogestion des entreprises étatiques ou municipales, la taxation des riches et des entreprises qui font des bénéfices.

Dans les articles de ce dossier, les camarades insistent sur leur rôle en tant

qu'élus pour promouvoir les luttes, leur indépendance par rapport à la municipalité et l'État. Nous aborderons donc ici des dimensions différentes.

L'INDÉPENDANCE VIS-À-VIS DU CAPITALISME

L'éducation et le logement sont deux thématiques importantes pour ces élections, et leur approche permet de se positionner par rapport à l'État et la propriété. Concernant le logement, la revendication de la réquisition des logements vides est communément admise, même si elle est peu appliquée. En 2018, l'Insee comptabilisait 3 millions de logements vides, sans compter d'autres types de locaux, pour un million de sans-logis (personnes privées de logement propre) et sans-abris. Les maires ont le droit de réquisitionner des locaux vacants lorsqu'il n'existe pas d'autre solution et qu'il y a urgence. Une mairie révolutionnaire traquerait tous les logements vides, organiserait les habitants et les sans-logis pour mettre en place ces réquisitions.

Concernant l'éducation, la réforme des rythmes scolaires a mis en lumière l'absurdité du système. Les mairies financent les locaux, les personnels hors Éducation nationale, le temps périscolaire. Une édu-

catrice et culturelles, devrait être remises en cause, pour offrir un accueil permanent aux enfants, mêlant à leur envie et leurs besoins les différentes activités, encadrées par des fonctionnaires se relayant et travaillant en équipe plutôt que des salariéEs précaires payés à l'heure et avec des horaires de travail hachés.

Des municipalités qui se fixeraient comme objectifs de répondre aux besoins de la population, des couches populaires en particulier, entreraient très rapidement en confrontation avec l'État, ses lois, ses décisions, et devraient promouvoir la mobilisation populaire pour désobéir. Dans le contexte de la crise actuelle et des conflits de classe aigus que nous vivons, il est peu probable qu'on puisse considérer les municipalités comme des bases arrière où se réfugier, où inventer une alternative au capitalisme. L'objectif de Murray Bookchin, présenté comme l'inventeur du communalisme libertaire, «*remplacer l'État, l'urbanisation, la hiérarchie et le capitalisme par des institutions de démocratie directe et de coopération*»⁸ ne peut pas faire l'économie de l'affrontement avec l'appareil d'État central, ses lois, sa police, au risque de se retrouver à gérer et surtout à faire accepter la misère.

Les prochaines élections municipales seront un test, comme les élections précédentes, de la capacité des révolutionnaires à polariser, à regrouper autour d'elles et eux les franges du mouvement ouvrier qui sont prêtes à construire un outil politique pour affronter Macron et les capitalistes, à défendre des formules transitoires pour rompre avec le système et construire une société autogérée. □



Action MJC-CS du 14 avril 2015 devant le conseil municipal de Chilly-Mazarin, Essonne © Photothèque Rouge/MILO.

cation à plusieurs vitesses est ainsi mise en place, avec les différences entre les communes riches et pauvres, et les temps gérés par les mairies s'apparentent globalement à une garderie améliorée pour les enfants sur les temps où les parents travaillent. Les familles les plus pauvres retirent leurs enfants des temps payants, tandis que les plus fortunées les inscrivent aux conservatoires ou à d'autres activités culturelles extérieures. Des séparations sont donc sacralisées entre apprentissages scolaires répondant aux impératifs de la formation capitaliste, loisirs, sports et culture. Ces séparations, qui accroissent les inégalités

1 Stephen Bouquin, Mireille Court et Chris Den Hond, *La commune du Rojava*, <https://radix.red/stephen-bouquin-mireille-court-et-chris-den-hond-la-commune-du-rojava/>

2 <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/2016/02/26/97001-20160226FILWWW00181-refugies-barcelone-attend-leur-arrivee.php>

3 <http://www.lettreducadre.fr/15729/le-municipalisme-nouvelle-voie-de-la-democratie-locale/>

4 <https://npa2009.org/actualite/logement/grenoble-la-municipalite-de-gauche-fait-expulser-des-sans-abris>

5 https://www.marxists.org/francais/broue/works/1961/00/PBET_Esp_1_09.htm

6 Cité par P. Broué, *Révolution en Allemagne*, https://www.marxists.org/francais/broue/works/1971/00/broue_all_34.htm#_ftnref18

7 <https://www.village-justice.com/articles/requisition-logements-vacants-Une,20274.html>

8 Cité par Elias Boisjean, <https://www.revue-ballast.fr/le-municipalisme-libertaire-quest-ce-donc/>

Les élections municipales pour mettre en avant un programme anticapitaliste

PAR ALEXANDRE RAGUET

Les élections municipales sont une des élections les plus suivies par les électrices et électeurs. Elles sont un moyen de porter à l'échelle locale des revendications politiques concrètes et anticapitalistes.

Même si l'abstention y sera sans doute importante, les municipales ne sont pas comparables aux européennes sur ce point. Elles sont un moment où les classes populaires tendent un peu plus l'oreille que d'habitude aux questions politiques. Il y a donc un intérêt à en être.

QUELLE APPROCHE ?

Dans les grandes villes de France, mais aussi dans les villes moyennes, il est intéressant de construire des listes anticapitalistes – y compris unitaires. D'abord parce que cela est un effort militant utile qui nous pousse à rencontrer nos sympathisantEs. Ensuite parce qu'à l'échelle d'une ville il est possible de créer de petites dynamiques autour de campagnes simples et efficaces, compréhensibles par toutes et tous.

Les listes anticapitalistes ne peuvent toutefois pas se contenter de parler local. Il est nécessaire de faire le lien avec les questions nationales et internationales. Disons-le tout net : les listes aux municipales qui promettent des programmes localistes ambitieux sans remettre en cause ni l'État et les coupes budgétaires, ni la politique

gouvernement, nous racontent de belles histoires. En réalité, si l'on s'en tient à une logique gestionnaire ou réformiste, il n'est pas possible de faire beaucoup de choses à la tête d'une municipalité. Être de gauche c'est donc assumer très clairement une volonté de rupture dès le début : notre programme est un programme de lutte, il n'est pas applicable dans ces institutions, y compris locales. Dire l'inverse, c'est prendre un double risque : celui de trahir ou celui d'échouer.

Par ailleurs, dans le cadre des campagnes soutenues par le NPA, la possibilité de gagner électoralement est extrêmement mince. L'enjeu est donc aussi – et surtout – de battre la campagne de ses idées et de renforcer notre courant politique partout où cela est possible (recrutement de militantEs, développement de l'audience,

obtention d'élus pour continuer ce combat après les élections).

QUELS AXES DE CAMPAGNE ?

Les axes de campagnes peuvent être multiples mais l'activité du NPA sur l'ensemble du territoire ainsi que les campagnes nationales que nous menons permettent de proposer ici plusieurs options.

1. La lutte contre les politiques d'austérité. Les listes anticapitalistes s'opposent au gouvernement Macron et à sa politique. Elles se font l'écho des luttes contre la réforme des retraites, l'assurance chômage, la précarité étudiante, etc.

2. Pour des villes écosocialistes. Le NPA met en avant les logiques de gratuités. La gratuité est un moyen de s'attaquer à la marchandisation du monde et de mettre en avant la valeur d'usage. Transports publics gratuits,



Rassemblement devant la mairie de Poitiers le 18 mars 2019. © NPA

crèches gratuites, cantines gratuites par exemple, nous revendiquons également les développements des transports doux (vélo, marche), la sortie du nucléaire, les cantines bio et locales, la végétalisation des villes.

3. Pour des villes féministes. Anticapitalistes et féministes, nos listes portent des revendications en ce sens. Par exemple, nous revendiquons la mise en place de centre d'accueil pour les femmes victimes de violences. Nous revendiquons aussi de rebaptiser nombre de rues pour les féminiser.

4. Pour des villes de solidarités. Forcément, une ville anticapitaliste se doit d'accueillir toutes celles et ceux qui le souhaitent. En cela, nous appliquerons la loi de réquisition des logements vides afin de loger tout le monde. Nous affirmons être pour la liberté de circulation et d'installation. Il est aussi possible de mettre en place des services publics municipaux qui répondent aux besoins en nourriture par exemple.

5. Contre la ville sécuritaire. Prendre position contre les polices municipales et la vidéo-surveillance est le B.A.BA pour une liste anticapitaliste.

6. Démocratie : l'échelle locale est la bonne échelle pour défendre, par exemple, la revendication de révocabilité des éluEs. Nous pouvons aussi rappeler notre souhait de la proportionnelle intégrale et du plafonnement du salaire de l'éluE au niveau du salaire moyen de la population.

7. Enfin nous revendiquons être des listes internationalistes. En cela nous apportons notre soutien aux peuples en lutte en Palestine, au Chili, en Algérie... ainsi qu'aux luttes décoloniales, notamment en Kanaky.

Bien entendu, ces revendications peuvent être partiellement reprises par d'autres listes qui ne se situent pas sur le terrain de l'anticapitalisme. C'est le cas par exemple des bus gratuits. C'est pourquoi nous devons systématiquement faire le lien entre ces revendications et la question du pouvoir. Poser la question du pouvoir, pas comme le pouvoir d'un parti, mais pour faire la démonstration qu'une minorité décide (mal) de nos vies. Nous avons coutume de demander : « qui produit ? Pour quoi faire ? Dans l'intérêt de qui ? », pour démontrer l'absurdité de l'activité

économique capitaliste du point de vue de la répartition des richesses et de la crise écologique. Mais nous pouvons en faire autant lorsque l'on nous dit : « votre programme n'est pas réaliste ! ». Dans une logique gestionnaire, par et pour la bourgeoisie, en effet, notre programme fait tâche. Reste alors à poser les questions : « Qui dirige ? Pour quelle politique ? Pour quels intérêts ? ». Il faut inverser la logique pour montrer l'illégitimité de ces institutions pour les classes populaires. Elles sont précisément taillées pour que nous ne puissions pas mettre en place un programme anticapitaliste. Il faut alors les dénoncer et les combattre.

DES REVENDICATIONS DE BON SENS... POUR ALLER PLUS LOIN !

Aussi, si les revendications proposées paraissent compatibles avec celles des réformistes, elles ne le sont pas dans la démarche politique. À titre d'exemple, lorsque nous faisons des transports publics gratuits notre revendication centrale, ce n'est pas pour s'arrêter à l'aspect utilitaire et pratique de la gratuité des transports publics. C'est aussi parce que nous considérons que cette revendication permet de poser l'amorce de la société que nous voulons. C'est-à-dire une société où le déplacement est un droit universel pour toutes et tous. Une société où les pratiques changent : c'est gratuit, on ne se pose plus la question de payer. Une société où le statut des gens changent : avec la gratuité, pas besoin de prouver sa pauvreté pour payer le bus moins cher. On retrouve donc une forme de dignité dans la gratuité.

Si l'on développe les gratuités à l'échelle d'autres services, on voit bien qu'il est possible de mettre sur la table les prémices de ce que serait l'éco-socialisme. Concrètement, cela permet de discuter de l'alternative politique en positif. Et ça manque parfois dans notre approche.

Notre programme politique est également anticapitaliste dans le sens où les mesures mises en avant sont des moyens de porter des coups politiques (partiels) à l'appareil répressif de la bourgeoisie. Nous revendiquons, y compris à l'échelle locale le démantèlement de la police et en particulier la dissolution

des polices municipales. Celles-ci sont à la charge seule des municipalités. Nous sommes pour le désarmement global de la police au contact de la population. Les élections municipales permettent de discuter de cela. Le désarmement dans le cas de la PM est insuffisant ; il faut la dissoudre car une police municipale peut se transformer en milice du maire... dans un contexte où l'extrême-droite et la droite dure (et même LREM) sont en passe de remporter des villes avec leurs lots de coups bas pour les classes populaires.

EN CONCLUSION : UNE CAMPAGNE 100% À GAUCHE CAR « NOS VIES VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS ! »

Si les luttes sociales de décembre/janvier sont la priorité pour les anticapitalistes, préparer cette échéance a du sens car il est important de montrer à une échelle de masse qu'une alternative radicale est possible : d'autant plus avec ce mouvement social. Par ailleurs, les municipales sont des élections qui permettent de mettre en avant un collectif de candidats et pas seulement une tête d'affiche. Le côté « sauveur suprême » est moins présent (du moins si on le souhaite).

Dans ce contexte nos listes anticapitalistes doivent être ouvertes au mouvement social afin d'y faire figurer des syndicalistes, des militantEs, des sympathisantEs...

Très clairement, c'est aussi l'occasion de renforcer l'anticapitalisme dans nos villes, de structurer des collectifs militants, de porter sur la place publique un certain nombre de propositions et un projet de société alternatif.

C'est un travail militant qui nécessite du temps et de l'énergie. Mais comme le NPA a su trouver 500 parrainages pour être présent à la présidentielle, nous devrions savoir rassembler quelques dizaines de candidats pour être présents aux municipales. Cela nécessite un programme crédible car ancré dans les mobilisations en cours, et un profil politique ouvert et unitaire pour rassembler largement au-delà de nos rangs.

C'est possible. Tâchons de nous en donner les moyens. □

L'espace urbain est un enjeu de lutte entre les classes sociales

PAR ANNE CLERVAL*

La gentrification est une forme particulière d'embourgeoisement qui concerne les quartiers populaires et qui passe par la transformation d'abord de l'habitat, puis d'un quartier dans son ensemble, en passant par les espaces publics et les commerces. C'est une transformation sociale particulière d'un espace qui passe par une transformation matérielle.

Les formes de la gentrification sont variées : réhabilitation d'habitats anciens, construction neuve sur des friches industrielles, etc. Ce qui fait l'unité de la notion, à mon sens, c'est qu'à chaque fois il s'agit d'une appropriation, à la fois matérielle et symbolique, d'un espace populaire – qu'il soit de résidence, ou de production – par une autre classe sociale, en l'occurrence mieux placée dans les rapports de classe. L'idée de lutte de classes dans l'espace urbain en découle.

ORIGINE ET INTÉRÊT DE LA NOTION DE GENTRIFICATION

La gentrification est une forme particulière d'embourgeoisement, à distinguer d'autres formes telles que par exemple l'embourgeoisement des quartiers de classe moyenne sans transformation urbaine, ou encore le renforcement de l'exclusivité sociale des quartiers bourgeois. J'ai choisi d'utiliser ce terme en français, au lieu de parler d'embourgeoisement, pour plus de précision.

Ce mot est un néologisme inventé en 1964 par Ruth Glass, sociologue marxiste allemande établie à Londres et proche du parti communiste anglais. Le néologisme est formé à partir du mot *gentry* en anglais, qui signifie « la petite noblesse terrienne anglaise », au sens littéral. Ce n'est pas tant ce sens qui est utile ici, mais plutôt son utilisation péjorative qui signifie « gens bien nés », un peu comme on dirait « les bourges » en français. Donc d'emblée un terme qui désigne un processus tout en le critiquant. C'est devenu une notion scientifique théorisée par des

chercheurs et chercheuses géographes anglo-saxons dès les années 1970 et 1980.

L'intérêt d'utiliser cette notion de gentrification est qu'elle permet une vision dynamique de la division sociale de l'espace. C'est un processus de transformation et d'adaptation de l'espace urbain ancien à l'état actuel des rapports de classe. C'est une dimension qui ne va pas de soi, qui est conflictuelle et qui implique une action volontaire d'acteurs assez variés. La notion de gentrification permet de montrer que l'espace urbain est un enjeu majeur dans les rapports de classe, un enjeu de lutte entre les classes sociales, que ce soit pour la reproduction sociale du pouvoir de classe des dominants, ou pour les solidarités de classe et la capacité de résistance des dominés, qui ne se joue pas que sur le lieu de travail.

LES FACTEURS ET MODALITÉS DE LA GENTRIFICATION

Les facteurs structurels de la gentrification, à Paris comme ailleurs, sont d'abord la transformation de la base économique de l'agglomération. Cela modifie la structure d'emploi, et donc de la structure de classe. Grosso modo, ce sont des processus connus : désindustrialisation drastique de Paris, qui était le premier pôle de production industriel en France, et qui est aujourd'hui la région la moins industrialisée de France. Donc un déclin très fort des emplois ouvriers. Parallèlement à cette désindustrialisation, on retrouve un processus qu'on appelle la *métropolisation*, c'est à dire la concentration des activités tertiaires stratégiques – finance,

banques, assurances... mais aussi recherche, culture – dans un petit nombre de grandes villes des pays capitalistes avancés ou émergents. La conséquence, dans ces villes-là, est le développement considérable du nombre d'emplois cadres, ingénieurs, ou les professions culturelles. Des gens qui se distinguent donc par un haut niveau de diplôme, avec une rémunération généralement plus importante que celle des classes populaires.

Ces tendances de métropolisation et désindustrialisation sont observables dans tous les pays capitalistes avancés, mais elles ne sont pas pour autant naturelles ni inéluctables comme on les présente la plupart du temps. Elles sont le résultat de stratégies d'entreprises multinationales qui délocalisent la production, mais aussi de politiques publiques qui vont dans leur sens. Ces politiques ne sont pas imposées par les multinationales, elles sont bel et bien menées par les États, à l'intérieur de l'Union européenne comme de l'OMC.

Cela dit, ces facteurs que l'on trouve partout ne suffisent pas à expliquer la gentrification de Paris, car il y a un écart très fort entre les emplois offerts à Paris et les actifs résidents à Paris. Quelques chiffres. Les emplois d'employés et d'ouvriers, qui correspondent à la classe populaire, représentent 38% des emplois exercés à Paris. De l'autre côté, 32% des emplois sont occupés par les cadres et professions intellectuelles supérieures. Mais en revanche, si on prend les actifs résidents, c'est à dire les gens qui vivent à Paris, on n'est plus qu'à 28% pour les

ouvriers et employés, donc 10 points d'écart, et on atteint 44% pour les cadres et professions intellectuelles supérieures, c'est-à-dire 12 points en plus. Cela montre que la distorsion du rapport de classe est encore plus forte dans l'espace résidentiel que dans l'espace des emplois. En plus de la transformation de ces rapports de classes, il y a bien une sélection résidentielle à l'œuvre. Cette sélection est liée à la spéculation immobilière, à l'augmentation des loyers, etc.

LA PLACE DE LA GENTRIFICATION DANS LES RAPPORTS DE CLASSE

Donc la gentrification n'est pas que l'affaire d'une classe sociale qui en remplace une autre. C'est aussi quelque chose qui concerne la dynamique du capital dans le monde. Ce qui m'amène au troisième point, et la place de la gentrification dans les rapports de classe. D'un point de vue des rapports de classes, on peut voir la gentrification comme le témoignage de l'ascension d'un nouveau groupe social, la *petite bourgeoisie intellectuelle*, pour reprendre les mots du sociologue et urbaniste Jean-Pierre Garnier. C'est à la fois l'ascension de ce groupe social et sa prise de pouvoir sur la ville.

Ce sont des gens qui occupent des positions intermédiaires dans les rapports de classe, comme la petite bourgeoisie traditionnelle. Ce ne sont plus des petits propriétaires ou petits commerçants, mais des gens qui ont un rôle d'encadrement et d'inculcation idéologique. Ce sont des personnes qui travaillent dans les médias, dans la culture, dans l'enseignement – donc nous-mêmes, aussi.

Ils sont à la fois le produit du système capitaliste et de ses reconfigurations contemporaines, et sont parmi les acteurs importants de la transformation de la ville, à travers leur accession à la propriété et la réhabilitation de leurs logements. Certains ménages ont un véritable parcours d'acquisition-réhabilitation successives, c'est à dire qu'ils l'ont fait deux, trois, quatre fois, jusqu'à que ça devienne une sorte de hobby, d'acheter un vieux logement et de le réhabiliter. À chaque fois qu'ils le font, ils laissent derrière eux un logement inaccessible aux classes populaires. La réhabilitation et la décoration intérieure du logement est devenue un secteur commercial et un loisir à part entière.

Cette petite bourgeoisie intellectuelle gentrifieuse est porteuse d'une autre vision de la ville que celle de la bourgeoisie traditionnelle. Dans les lieux où ils habitent, ces gentrificateurs se font les promoteurs d'un nouveau mode de vie et se réapproprient en partie des éléments de la sociabilité populaire, notamment en valorisant la sociabilité d'immeuble, de proximité, les repas de voisins, etc. Ils portent le plus souvent la vision d'une ville plus axée sur la qualité de vie que sur l'efficacité économique, en essayant par exemple d'avoir une certaine proximité entre leur maison et leur travail, ce qui permet d'aller au travail avec des moyens de circulation non-motorisés. Ils soutiennent l'importance des espaces verts, l'importance des services publics, etc., et surtout promeuvent la mixité sociale.

Cette promotion de la mixité sociale est assez problématique dans leur cas, puisqu'il n'y a pas de réelle pratique du mélange social. Au contraire, leur présence même dans ces quartiers tend à remettre en cause la mixité sociale de ces derniers, à terme. En général les gentrificateurs pratiquent l'évitement scolaire généralisé. On peut même voir la suppression de la carte scolaire comme répondant en partie à la demande de ces ménages petits-bourgeois, que le marché immobilier a contraint à s'installer dans des quartiers populaires, et pour qui l'école publique de quartier peut être vécue comme un déclassement.

Ce qu'on saisit ici, c'est l'émergence d'une concurrence avec la bourgeoisie des beaux quartiers, notamment en termes de vision de la ville. On refuse le tout-automobile, on valorise – même si c'est ambigu – les quartiers populaires, on soutient l'immigration – beaucoup de gentrificateurs s'engagent aux côtés des sans-papiers – et on défend les services publics. Il y a là une concurrence politique qui sous-tend une volonté hégémonique sur la ville, et c'est un moment clé, le moment où ces petits-bourgeois, ces gentrificateurs, ne remettent plus en cause la définition des politiques macro-économiques. Celles-ci ne paraissent plus accessibles et contestables.

LA LUTTE DES CLASSES NE SE JOUE PAS QUE SUR LE LIEU DE TRAVAIL

Les politiques urbaines de la petite bourgeoisie intellectuelle servent

in fine les intérêts de la bourgeoisie puisqu'elle transforme la ville en un décor, un spectacle culturel et touristique permanent, qui a pour fonction, ou en tout cas comme résultat, d'anesthésier les conflits de classes, dont la ville a toujours été le terrain privilégié. Et finalement cette lutte des classes menées par les dominants contre les dominés passe aussi par la mainmise sur la ville. Comme sur bien d'autres plans, la riposte des dominés est faible, défensive, éclatée. Ici, il y a un enjeu politique majeur à intégrer la dimension urbaine à la lutte des classes, sans pour autant tomber dans l'écueil des années 1970 qui a conduit à séparer la revendication d'une meilleure qualité de vie urbaine de la remise en cause du capitalisme et du mode de production de la ville.

Pour cela, il y a quelques perspectives que je voudrais vous suggérer. Notamment dans le dernier ouvrage traduit en français de Harvey, *Le Capitalisme contre le Droit à la ville*, qui donne des suggestions en termes de stratégie politique, et qui suggère de prendre en compte le rôle clé des villes dans le capitalisme mondial. Il rappelle également ce qu'a dit Lefebvre, à savoir qu'il n'y a pas de transformation sociale possible sans transformation de l'espace. Si on pense seulement à transformer les rapports sociaux en laissant l'espace inchangé, l'espace reste porteur de ces inégalités et va les reproduire. Il ne peut y avoir de pensée révolutionnaire s'il n'y a pas de pensée révolutionnaire sur l'espace. Ce que propose Harvey, qui est à discuter, mais qui est intéressant, c'est d'intégrer la dimension urbaine à la lutte syndicale, car il reconnaît l'utilité de l'outil syndical, notamment en renforçant les unions locales interprofessionnelles, et en intégrant les habitants de quartier et les questions urbaines dans le syndicat. Prendre acte que la lutte des classes ne se joue pas que sur le lieu de travail mais également dans la ville, dans les quartiers. De mener une lutte anticapitaliste aussi sur le terrain urbain, sur les questions de l'habitat, sur les questions d'aménagement de l'espace public. □

* Anne Clerval est géographe, auteure notamment de « Paris sans le peuple : la gentrification de la capitale », (*La Découverte*, 2013, édition de poche en 2016). Extrait de « La gentrification : une lutte de classes dans l'espace urbain », 10 octobre 2018, reverse.co.

Chambéry 100 % à gauche, retour sur une expérience municipale

PAR LAURENT RIPART

En 2008, la liste « Chambéry 100 % à gauche », soutenue par Olivier Besancenot et la LCR, a obtenu un peu plus de 5 %, ce qui lui a permis d'avoir en ma personne un élu au conseil municipal de Chambéry. Cette expérience nous a permis de développer pendant six années une opposition de gauche à une mairie dirigée par le PS, dans une majorité comprenant aussi EELV et le PCF.

En entrant au conseil municipal, nous avons tout d'abord pu constater que les municipalités ne disposent que d'une très faible autonomie. Elles sont tout d'abord corsetées financièrement et ne disposent que de très faibles moyens d'action. Ainsi, le budget d'investissement d'une ville comme Chambéry était à peine supérieur à une dizaine de millions d'euros, ce qui lui donnait des capacités d'investissement semblables à celles d'une entreprise de taille moyenne. Dans ces conditions, la commune ne portait quasiment aucun projet en son nom propre et ne s'engageait que dans des opérations co-élaborées avec le conseil départemental ou le conseil régional et surtout l'État ou l'Union Européenne. À Chambéry comme ailleurs, la ville ne pouvait donc investir que sur des terrains soigneusement balisés par les orientations que les pouvoirs supérieurs avaient défini pour elle. Enfin,

nous avons pu aussi constater que les communes étaient soumises à un contrôle très strict de l'État, qui vérifie toutes leurs délibérations et leurs actes financiers, cassant ce qui ne situerait pas dans le cadre de la légalité et du sacro-saint respect du droit de propriété. Dans ces conditions, le conseil municipal ressemblait à un théâtre de guignols, dans lequel les élus faisaient semblant d'avoir un grand pouvoir, alors qu'ils ne faisaient qu'appliquer une politique dont les grandes lignes leur étaient imposées par en haut.

UNE OPPOSITION RADICALE À LA BOURGEOISIE LOCALE

Même si elles n'ont que peu de marges, les municipalités les utilisent toutefois pour les intérêts de la classe dominante. La soi-disant « démocratie représentative » représente en effet très peu la population et à Chambéry comme ailleurs le conseil

municipal était aux mains des notables. Tout politicien local le sait : on ne peut tenir une ville sans satisfaire les intérêts de ceux qui font l'opinion, autrement dit des chefs d'entreprise, commerçants, présidents d'association, qui sont en situation de domination. Sous couvert bien évidemment du service du bien commun, un conseil municipal est d'abord et avant tout le lieu où les notables servent leurs intérêts de classe. Nous nous sommes attachés à en faire la démonstration, en expliquant que les 50 000 euros, que le conseil municipal votait pour élargir un trottoir, étaient en fait destinés à permettre à un restaurateur de développer une terrasse. Ou encore en dénonçant un prêt exceptionnel de 200 000 euros accordé au club de football de la ville, en expliquant qu'il était en réalité destiné à combler le trou laissé par son président, un patron local dont la municipalité s'attachait à couvrir les malversations.

Un élu anticapitaliste ne pouvait évidemment être de ce monde et nous nous sommes attachés à le signifier. Cela constitua d'abord une affaire de ton, qui passa par notre refus de se soumettre aux règles de courtoisie qui sont celles de la bourgeoisie. À Chambéry 100 % à gauche, on ne donnait pas du « monsieur le maire » ou du « cher collègue » et nous n'avons pas adopté ce ton feutré qui sied aux institutions, où l'on ne dit les choses qu'à demi-mot. Un ton radical, sans concession et profondément irrespectueux : telle fut la marque de Chambéry 100 % à gauche, qui s'affirma comme une opposition frontale, de classe, contre les notables et



Pendant que le maire et ses notables tiennent conseil municipal à huis clos sous protection policière, Chambéry est dans la rue contre la répression ! © NPA

leur système. Une opposition comme jamais la bourgeoisie locale n'en avait connue.

CONSTRUIRE LES LUTTES

Chambéry 100 % à gauche a utilisé son siège au conseil municipal en le concevant d'abord et avant tout comme celui d'un représentant syndical, défendant les intérêts de ses collègues et relayant leurs luttes au sein d'un CE d'entreprise. Durant notre mandat, nous nous sommes ainsi attachés à faire entrer l'air de la rue dans le salon feutré du conseil municipal, en amenant avec nous aussi bien les luttes ouvrières que les luttes antiracistes ou encore les mobilisations écologistes et de solidarité internationale. À chaque séance du conseil municipal, nous utilisions toutes les possibilités que nous donnait le règlement intérieur en déposant un vœu et une question, ce qui nous permettait de porter les mobilisations dans le conseil municipal. En termes de construction, cela a aussi eu d'évidents avantages, car les syndicats mais aussi les différents collectifs en lutte dans une ville venaient nous voir pour nous demander de porter leurs combats.

Une telle situation n'est toutefois pas sans inconvénient, dans la mesure où la médiation des élus dans une lutte, fussent-ils révolutionnaires, peut être source d'illusions et de démobilitation. Nous n'avons donc eu de cesse de rappeler à celles et ceux qui nous demandaient un soutien que le vote d'un vœu par un conseil municipal ne leur serait d'aucune utilité concrète et pouvait même permettre aux élus de se dédouaner à bon compte de leurs responsabilités. Plus généralement, les luttes n'ont pas besoin de médiation et, si nous acceptions de déposer un vœu lorsqu'il nous l'était expressément demandé, nous avons d'abord et avant tout proposé aux travailleurs de porter eux-mêmes leurs revendications au conseil municipal.

C'est dans cet état d'esprit que nous avons par exemple abordé la question du carré musulman que la municipalité de Chambéry, profondément imprégnée d'islamophobie, se refusait à construire. Dès notre arrivée au conseil municipal, nous avons aidé les associations musulmanes à construire une sérieuse mobilisation, qui s'est traduite par la rédaction de 1200 lettres qui ont été déposées au conseil municipal, puis par la préparation d'une grande

manifestation sur le conseil municipal qui a contraint le maire à céder. Ce premier succès en a entraîné d'autres. Locataires de HLM, squatteurs expulsés, Roms, associations de voisins, etc. : durant les six années de notre mandat, nous avons réussi à convaincre la population qu'il était possible de peser en faisant irruption au conseil municipal, en profitant en particulier de la présence des médias.

Comme nous avons été assez largement entendus, l'assemblée feutrée du conseil municipal s'est très vite transformée en point de polarisation des luttes, à tel point qu'il est devenu courant que le conseil municipal de Chambéry se trouve en même temps envahi par plusieurs groupes de manifestants qui se succédaient pour présenter leurs revendications. Même après notre éviction en 2014 du conseil municipal, cette tradition s'est perpétuée et la mairie de Chambéry est restée le centre de polarisation de toutes les luttes locales. Bien évidemment, vouloir rompre le ronronnement habituel d'un conseil municipal ne se fait pas sans une confrontation parfois tendue. Mais qu'elle fasse ou non le choix de procéder à une évacuation policière du conseil municipal, la bourgeoisie s'est trouvée démunie et n'a pu empêcher que les classes populaires fassent irruption et lui contestent ainsi sa vocation à diriger la ville.

POSER LES JALONS D'UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE

Au-delà du rôle para-syndical que peut parfois jouer un élu, un mandat dans une institution est d'abord et avant tout politique, puisqu'entrer dans un conseil municipal revient pour un élu anticapitaliste à affirmer qu'un autre pouvoir est possible. Un mandat municipal donne un grand mégaphone qui permet non seulement de dresser une critique de la politique de la bourgeoisie mais aussi d'en proposer une autre. Disposer d'un siège au conseil municipal donne en effet le droit à pouvoir intervenir sur tous les dossiers mis en délibération, ce dont nous nous sommes attachés à pleinement profiter, quitte à faire durer les conseils municipaux parfois pendant plus de 6 heures. Nous avons aussi exercé pleinement notre droit d'accès aux dossiers de la ville, que nous nous sommes attachés à rendre public, en créant un journal diffusé trois fois par an sur la ville,

mais aussi et surtout un blog alimenté au moins deux fois par semaine, qui a connu durant le mandat un total de 200 000 visites cumulées.

Cette visibilité nous a en particulier permis d'informer la population sur le coût que représentent les capitalistes, qui font de gros profits sur les finances publiques, mais aussi de proposer quelques pistes pour leur expropriation. Dans cette logique, nous avons beaucoup travaillé sur les Délégations de Service Public (DSP), une procédure du droit bourgeois qui permet aux grands groupes capitalistes de mettre la main sur les services publics. Nous avons en particulier mis en place une campagne contre la DSP qui avait délégué à Vinci les parkings et les parcmètres, en articulant intervention au conseil municipal et construction d'une mobilisation, ce qui a amené la mairie à remettre les parcmètres en gestion municipale directe. La plus grosse campagne que nous ayons menée a toutefois concerné le problème des emprunts toxiques : alors que la municipalité prétendait que la ville n'en avait acquis aucun, nous avons prouvé qu'elle en possédait pour 29,5 millions d'euros, ce qui allait permettre aux banques d'empocher un surcoût de 9 millions d'euros, avant d'avancer notre revendication sur la création d'un monopole public bancaire.

Au bout de six années de mandat, dans le contexte devenu difficile qui était celui de 2014, nous avons toutefois pu bénéficier du crédit acquis au conseil municipal pour construire une liste plus large qu'en 2008. Disposant de la tête de liste, développant un programme qui était celui de Chambéry 100 % à gauche, nous avons convaincu le PG, les Alternatifs et Ensemble! de nous rejoindre, ainsi que de nombreuses figures militantes locales. Nous avons obtenu un peu plus de 7%, soit deux points de plus qu'en 2008, malgré une campagne rendue difficile par le PCF, qui s'était attaché à réduire notre influence en présentant une liste de premier tour avec la bénédiction du PS. Paradoxalement, en améliorant de deux points notre score de 2008 nous avons perdu notre siège, car l'augmentation de notre score a empêché l'élection de se terminer au premier tour, nous éliminant ainsi de l'élection puisqu'il était bien évidemment hors de question de fusionner avec la liste du Parti socialiste. □

À Cenon et Lormont, des élues révolutionnaires : un travail incessant et utile

PAR CHRISTINE HÉRAUD ET MONICA CASANOVA

Depuis 2001, dans les conseils municipaux de Lormont et Cenon, banlieues populaires de Bordeaux, nous sommes deux élues révolutionnaires, Monica Casanova et Christine Héraud (LCR puis NPA) à défendre la contestation sociale, les exigences et les droits du monde du travail, des classes populaires et de la jeunesse

En 2014, nous avons été réélues pour un troisième mandat, cette fois sur des listes unitaires NPA-PG à Lormont et NPA-Ensemble-PG à Cenon, en opposition à la gauche libérale au pouvoir après l'élection de Hollande, à la droite et à l'extrême-droite, renforcée par les politiques anti-ouvrières et la surenchère xénophobe et sécuritaire du gouvernement Hollande. Notre intervention politique d'élues du NPA se décline à la fois sur le terrain national et local. Il n'y a pas de politique locale qui ne soit la conséquence de l'offensive nationale et internationale du patronat et des gouvernements contre les travailleurs et les peuples.

Les budgets des communes subissent de plein fouet la baisse des dotations d'État, qui met un point d'honneur à payer la dette qu'il a lui-même creusée auprès des banques pour leur éviter la faillite lors de la crise de 2007-2008. Les «économies» que l'État impose aux communes sont autant de moyens en moins pour les services publics de proximité, et le soutien aux populations des quartiers, qui vont vers une précarisation et une exclusion croissantes.

Nous sommes indépendantes de tous les partis gouvernementaux et des majorités institutionnelles locales. Nous ne sommes pas co-gestionnaires de politiques locales d'austérité, relais des politiques nationales. Nous ne votons donc pas les budgets municipaux contraints par la dette, l'austérité et les baisses de dotations de l'État, budgets qui ne peuvent répondre aux besoins sociaux de la population.

EN DÉFENSE DES SERVICES PUBLICS

Nous luttons pour le développement des services publics de proximité, contre leurs fermetures dans les quartiers, comme celle de l'agence postale de Lormont ou la fermeture de la Trésorerie de Cenon. À Lormont, la population s'est accrue de 2000 habitants entre 2006 et 2016, mais la ville a perdu une Poste (fermée, et remplacée par un relais dans un bar!) et vu les horaires d'une autre réduits, ce qui fait qu'il y a une Poste et demie en moins!

La trésorerie de proximité de Cenon fermera ses portes l'an prochain, obligeant les habitants à se rendre à plusieurs kilomètres de là pour des services tels que le paiement d'arriérés de cantine. Le personnel, lui, sera redéployé dans les agences restantes...

Nous avons soutenu toutes les mobilisations dans les écoles avec les enseignants, les personnels et les parents, contre les fermetures de classes, contre la loi Blanquer, pour les dédoublements de CP et CE1 avec les moyens nécessaires...

Dans les écoles de Cenon et Lormont (en REP et REP+), les classes de CP puis de CE1 ont été dédoublées. Ces classes à 12 élèves sont un plus pour les élèves et les enseignants. Mais cela s'est fait à marche forcée pour les communes, sans les moyens matériels suffisants et sans créations de postes. Les enseignants supplémentaires, indispensables sur ces secteurs en grande difficulté scolaire, ont disparu pour occuper les nouveaux postes en classes dédoublées. Faute de place, des salles de RASED ou des bibliothèques ont fermé, des préfabriqués ont fleuri dans les cours d'école... contribuant à la dégradation des conditions

d'apprentissage pour les élèves et de travail pour les enseignants et tous les personnels.

Au printemps 2018, nous avons soutenu les postiers de Cenon et de Lormont en grève contre leurs directions qui cherchaient à imposer des restructurations et suppressions de tournées alors que la population est en constante augmentation. Ils se battaient aussi contre l'imposition de la «sacoche», c'est-à-dire confier le tri du courrier à des précaires et contraindre les facteurs à faire uniquement du vélo, 6 heures par jour par tous les temps avec allongement de leur journée au-delà de 14h... une pause méridienne allongeant considérablement l'amplitude de leurs journées de travail.

À Cenon, les facteurs ont fait sept semaines de grève. Nous avons soutenu leur lutte et nous les avons aidés à populariser leur grève et à intervenir au conseil municipal. Le maire ayant refusé qu'ils entrent dans la salle du conseil pour s'adresser à tous les élus, c'est dans le hall qu'ils ont pu expliquer les raisons de leur grève devant la majorité des élus que nous avons invités à sortir l'écouter. Le NPA a proposé une motion de solidarité à leur grève, qui a été votée en fin de conseil à l'unanimité.

EN SOUTIEN AUX REVENDICATIONS ET AUX LUTTES

Nous nous sommes opposées au travail du dimanche dans les grandes enseignes comme Carrefour, étendu à jusqu'à huit dimanches par an en votant contre lors des conseils où les socialistes ont défendu cette extension des dimanches travaillés contre l'avis même de leurs alliés communistes.

Nous intervenons aussi pour la défense des droits, des salaires et des conditions de travail des agents de la commune : contre les contrats précaires, les Services civiques des jeunes, pour un statut Fonction publique de tous les agents, pour des embauches remplaçant les départs à la retraite, pour une augmentation générale des salaires.

Les salaires des agents communaux sont bas en moyenne, bloqués depuis 2010, comme ceux de tous les fonctionnaires. Depuis 2018, avec le RIFSEEP (réforme du régime indemnitaire de la Fonction publique), les agents sont passés de 1545h (acquis sociaux dus aux luttes) à 1607h (le taux défini par le Code du travail), sans aucune augmentation. Nous avons dénoncé cette attaque qui contraint les agents à faire plus, à moins nombreux et moins bien payés.

Nous avons porté la voix des agents luttant contre la « métropolisation » qui met en place la mutualisation des personnels avec pour conséquences des suppressions de postes, des pertes de salaire pour les agents déplacés, de la souffrance au travail.

Nous dénonçons et nous opposons à la gentrification par expulsion des locataires ou des propriétaires, soutenons leurs résistances. À Lormont, des maisons en bord de Garonne ont pris de la valeur avec le développement de l'immobilier. Des dispositifs de l'ANAH (Agence nationale de l'habitat) comme l'Opération de Restauration Immobilière ont été mis en place exigeant des propriétaires de ces immeubles des travaux pour de nouvelles normes écologiques

et esthétiques, sous la houlette d'une agence public/privé, InCité. Celle-ci cherche en réalité à faire brader leur bien à des propriétaires n'ayant pas les moyens de faire ces travaux et qu'elle aide très peu. Elle récupère ainsi des appartements qu'elle loue ou vend plus cher une fois les travaux effectués.

DE LA PRÉVENTION, PAS DE RÉPRESSION !

Nous nous sommes opposées aux politiques de répression dont la vidéo-surveillance et avons défendu, à l'opposé, des politiques de prévention en direction de la jeunesse, de lutte contre le chômage et la précarité, contre la régression sociale.

Les moyens engloutis dans la vidéosurveillance devraient servir pour l'augmentation du nombre d'éducateurs et de postes de prévention. Ce que nos maires appellent « l'insécurité » dans les quartiers, c'est l'insécurité sociale, produit des politiques de régression sociale. Aucune caméra de surveillance mobile ou fixe ne peut remplacer de l'emploi pour les jeunes, des services publics de proximité pour tous.

POUR LA DÉMOCRATIE DIRECTE DES TRAVAILLEURS, DES JEUNES, DE LA POPULATION DE LA COMMUNE

Si des élus parlent parfois de « démocratie participative » au moment des élections, les conseils municipaux ne sont ni démocratiques ni « participatifs ».

En tant qu'élues du NPA, nous portons l'exigence d'une démocratie directe de la population, sur l'ensemble des

problèmes qui la concernent, y compris pour décider intégralement du budget municipal. Nous défendons une mairie Bourse du travail, c'est-à-dire d'en faire un lieu pour prendre la parole, organiser les luttes, prendre les décisions. C'est aux travailleurs, aux jeunes, à la population de prendre leurs affaires en main tant localement que nationalement.

AUX ÉLECTIONS MUNICIPALES DE 2020, FAISONS ENTENDRE LA VOIX DES TRAVAILLEUSES, DES TRAVAILLEURS ET DE LA JEUNESSE !

Après plus d'un an de mouvement des Gilets jaunes, les grèves des cheminots, dans la santé et l'Éducation ou dans les entreprises pour les salaires et contre les licenciements, et alors que le gouvernement s'attaque aux retraites et annonce d'autres attaques contre les travailleurs et les classes populaires (Sécu, services publics...), nous pensons important que cette colère du monde du travail et de la jeunesse contre l'offensive des classes dominantes se fasse entendre à l'occasion des élections municipales.

Prenons nos affaires en main, constituons des listes, pour des élu-e-s au service de la contestation et des luttes, pour défendre les idées de la révolte et de l'émancipation, au sein des conseils municipaux et dans nos communes !

C'est ce que nous voulons porter à nouveau en présentant des listes à Cenon et à Lormont, mais aussi à Bordeaux, Blanquefort (la ville où se trouve l'usine Ford), à Pessac et à Mérignac dans la banlieue bordelaise. □



Soutien aux postierEs en lutte. © NPA

Canteleu, élus au service des luttes !

PAR FRANK CANTALOU

Canteleu est une commune de 15 000 habitantEs, un quartier populaire de Rouen, jeune, marqué par le chômage (17%) et la précarité (à la Cité Rose, 45% des jeunes vivent des minima sociaux), avec une forte population immigrée, 65% de logements sociaux, pas d'industrie. Beaucoup de sans-papiers, de demandeurs d'asile. Une municipalité PS, PCF et Verts, des associations très institutionnalisées et bien financées par la Mairie.

Nous sommes élus au conseil municipal depuis 2001. Mais alors que les autres forces ne font de la politique qu'au conseil municipal, nous sommes la seule force qui essaye de faire agir les habitants. Même si ce n'est pas toujours facile, c'est la raison essentielle de notre présence au conseil. Avec une liste «Canteleu 100% à gauche, soutenue par la LCR», qui obtient 14% aux élections de 2001, nous avons deux élus. Canteleu 100% à gauche, qui regroupe à égalité militants LCR, syndicalistes et militants associatifs, anime toute une activité unitaire: Croc'eau contre les surfacturations de la Lyonnaise des Eaux, solidarité avec la Palestine (réunion de plus de 100 personnes), campagne pour un arrêté municipal interdisant les coupures d'eau et d'électricité pour les personnes en grande fragilité économique. Un arrêté finalement voté au conseil... mais jamais signé par le maire! Aux municipales de 2008, nous avons obtenu 10,3%, et un seul élu. Quand le Conseil Général PS licencie la moitié des éducateurEs spécialisés (dont ceux de l'Apfac

de Canteleu), nous lançons un comité de soutien, manifestons à une centaine contre le Président du CG quand il inaugure le nouvel Ehpad. Une centaine de CantilienEs sont présents au Conseil Municipal.

PORTE-PAROLE DES COLÈRES

Aux municipales de 2014, une nouvelle impulsion a eu lieu autour d'une liste citoyenne «Canteleu à gauche vraiment», soutenue par NPA et France Insoumise. Nous avons obtenu 11,4%, deux élus. «*Les cadeaux de Hollande à la finance, nous voulons les consacrer aux Cantiliens, à l'emploi, aux écoles, aux jeunes à l'écologie*»; «*défense de l'Apfac*»; «*démocratie participative*», etc. Nous sommes la seule opposition, la droite et le FN (20% et 3 élus) désertant le conseil. Une nouvelle équipe militante «Canteleu à gauche vraiment» naît. Au conseil municipal, nous essayons de nous faire les porte-parole des colères, nous faisons intervenir les syndicalistes en lutte de l'Œuvre normande des mères (ONM). Notre proposition de conférence de presse sur la fin

L'objectif est de favoriser la rencontre et la discussion politique, et parfois de faire agir ensemble.

Au moment de la loi El Khomry, nous inondons Canteleu de tracts pour le film *Merci Patron* que nous passons avec 200 présentEs! 130 personnes au café Linky, 45 personnes sur le logement à Canteleu. Nous popularisons les deux grèves des salariéEs de la mairie contre la souffrance au travail. En 48h, nous nous retrouvons à 45 devant l'ONM qui veut mettre à la rue une mineure isolée d'origine étrangère, avec son bébé, accusée par le département d'être majeure. Au moment de la vague de réfugiés syriens, nous faisons une campagne sur le thème «*À Canteleu il y a assez de logements vides pour accueillir les réfugiés ET les Cantiliens, notamment jeunes qui veulent un logement*». Nous proposons aux associations cantiliennes de recenser les logements vides (plusieurs centaines), et les demandeurEs de logements. Succès d'estime, mais nous nous retrouvons seulement à 20... de «Canteleu à gauche vraiment». Pendant les Gilets jaunes, nous réunissons une assemblée citoyenne de 80 personnes. Préparée avec des gilets jaunes, 6000 tracts sont distribués. Pendant 4 heures, par petites tables et tour de table, des sujets émergent. Qui font ensuite autant de tables de travail par thème (pouvoir d'achat, démocratie, service publics, emploi, écologie), avec rapporteurE (et autant de cahiers de revendications). Puis plénière pour voir ce qu'on en fait et mobiliser les CantilienEs autour. En cette période de lutte contre la réforme des retraites, blocage des ronds-points et préparation d'une nouvelle liste sont notre quotidien! □



Grève à la mairie de Canteleu en mars 2016. © NPA

des contrats aidés est reprise. Nous lançons un café citoyen mensuel, avec une invitation, souvent associatif. Les participantEs décident ensemble du thème et de l'invité.

Beauvais, 2015, référendum sur l'armement de la police municipale

PAR CATHERINE MERRY

À Beauvais, en septembre 2015, la municipalité de droite (Caroline Cayeux fut fillonniste, avant d'être macronienne) a organisé un référendum sur l'armement de la police municipale. Un collectif citoyen contre l'armement de la police municipale s'est constitué, avec le soutien de la LDH, d'ATTAC, du Front de Gauche (PC, PG, Ensemble), d'EELV, du PRG, du PS, du NPA et de la Gauche Citoyenne.

La particularité de Beauvais est que tous les partis de "gauche" se situent dans l'opposition municipale. Nous avons milité ensemble et avons été très bien reçus par la population, qui nous soutenait. Le résultat de la consultation a donné 66,9% de NON à l'armement (avec cependant une faible participation, 18,6% des inscrits).

Le NPA a développé dans cette campagne ses positions et a pu argumenter à travers des communiqués de presse, des tracts, des interventions en réunion publique :

« Le NPA s'inquiète de la consultation organisée par la Maire de Beauvais sur l'armement de la police municipale. Le contexte actuel suscite une surenchère éhontée sur la question de l'insécurité. Pour nous, l'insécurité est avant tout sociale : avoir un travail, avoir un logement, telles sont les priorités que tout un chacun ressent.

Souhaitons-nous comme à Béziers, ville gagnée par le FN, voir des affiches clamant que « la police municipale a un nouvel ami », une arme ? L'armement de la police municipale de Beauvais est dangereux. En effet la multiplication des armes sera de nature à créer de l'insécurité au lieu de la diminuer. Ce projet risque de voir le jour alors que des lois liberticides que nous dénonçons sont votées au parlement par le parti socialiste : loi sur le renseignement, loi anti-terroriste. Ces lois menacent nos libertés et donnent l'illusion de la sécurité.

Depuis les années 2000, le débat porte sur l'utilisation de la police municipale

comme police de proximité OU comme moyen de lutter contre la petite délinquance. Ce débat se tient sur fond de désengagement de l'État. Pour nous une police nationale d'investigation pour les délits et les crimes doit être de nature à répondre aux besoins. Au niveau municipal, des emplois socialement utiles doivent être créés.

Le développement de la police municipale et de la vidéosurveillance plombent les budgets des collectivités territoriales : 28000 euros par agent et par an pour la police municipale (à multiplier par 50 pour Beauvais) + vidéosurveillance : 80000 euros pour les étapes préliminaires + 20000 euros d'installation par caméra + 28000 euros par an et par agent mobilisé (12 agents pour 55 caméras à Beauvais en 2012).

La vidéosurveillance, outre son coût exorbitant est une atteinte à nos libertés et apporte peu de "résultats" : une enquête menée à St Etienne montre que « la vidéosurveillance a probablement permis de repérer entre 1 et 2% des crimes et délits que la police a poursuivi ».

Rappelons enfin que les policiers municipaux de Beauvais sont équipés de flash-balls. Même Jacques Toubon, le défenseur des droits, demande l'interdiction de cette arme lors des manifestations. Au vu de la « gravité des lésions » qu'il peut causer, il réclame également un moratoire général sur son usage, quel qu'en soit le contexte. Le NPA se prononce : Pour le désarmement et la démilitarisation de la police, Pour l'interdiction du Taser et du flash-ball, Pour la dissolution des

unités d'exception (BAC, etc.), Pour le démantèlement de la vidéosurveillance, Pour la suppression de la police municipale et la transformation des emplois en emplois socialement utiles (éducateurs, animateurs socio-culturels, médiateurs, correspondants de nuit, surveillants de sortie d'écoles, emplois de proximité, etc.), Pour lutter contre l'insécurité sociale, réduction et partage du temps de travail, partage des richesses. »

Trois ans plus tard, la municipalité a armé ses policiers (les attentats étaient passés par là avec leurs conséquences en termes de fantasmes sécuritaires et le courrier unanime des 80 policiers municipaux de Beauvais mobilisés pour leur armement a fait son effet). L'argumentaire que nous avons développé reste bien évidemment d'actualité, dans une période où le contrôle au faciès, la criminalisation de l'action militante, la chasse aux sans-papiers s'accroissent. Sur la question de la vidéosurveillance, nous sommes malheureusement très isolés pour la dénoncer.

Depuis janvier 2016, existe sur Beauvais un observatoire de l'État d'Urgence à l'initiative de la LDH. Il faut cependant indiquer la difficulté de faire vivre ce collectif. Manque de dynamisme certainement, mais aussi des divergences avec un certain nombre de courants qui présentent la « République laïque et porteuse des droits de l'homme » comme alternative en oubliant la lutte des classes.

Des combats à poursuivre... □

Petites communes : Deux mandats, ça va, trois mandats, bonjour les dégâts !

Loubaut est une minuscule commune de l'Ariège, 28 habitants dont 6 actifs, avec un habitat dispersé, sur 239 ha. Son maire, Ramón Bordallo, a répondu à nos questions.

Que peut faire le maire d'une petite commune ?

Le maire se retrouve souvent seul : il y a beaucoup de réunions (Communauté de communes, syndicats...) et les conseillers rencontrent parfois des difficultés (pour suivre les dossiers, se déplacer...). Outre les démarches menées auprès des habitants, telles que les services rendus aux personnes âgées, tronçonner l'arbre tombé sur la route après la tempête, trouver un tracteur pour dépanner un automobiliste, il y a tous les jours des courriers, des méls, de nouvelles normes, des contraintes multiples votées par le législateur. Et quelques subventions à essayer de glaner. Cela fait beaucoup de choses, peut-être trop pour une petite commune. Et la complexité est partout : la partie administrative est faite par internet et cela déstabilise le personnel administratif.

Pourtant, je suis convaincu qu'il faudrait que chaque citoyen passe à tour de rôle dans une fonction de décideur au niveau communal. Sur Loubaut, on a réussi quelques fois à organiser des chantiers collectifs (reboucher les nids de poules, tailler les haies, planter des arbres, etc.). Sans oublier le soutien au Comité des fêtes, le soutien aux migrants, le partage des semences bios et autres concerts musicaux).

Quelques sont les marges de manœuvre dont vous disposez ?

Les marges de manœuvre du Conseil municipal sont réduites : la plupart des compétences à Loubaut ont été logiquement déléguées à des institutions plus grandes (pour l'eau, l'assainissement, l'électricité, les ordures ménagères, la voirie, etc.). Il reste le fameux pouvoir de police du Maire, très restreint. Il est par exemple impossible d'interdire la pose illégale de compresseurs Linky sur des panneaux en bois

à l'intérieur des maisons. La Préfecture et le Tribunal Administratif se sont assis sur la dénonciation d'un acte dangereux pour les administrés (risque d'incendie à cause du Linky).

Les limites financières sont énormes : l'État étrangle depuis des années les communes (entre autres). Si à Loubaut nous avons des petites marges de manœuvre, ce n'est pas le cas de beaucoup de communes.¹

Comment faire vivre une démocratie locale ?

Les obstacles sont nombreux et la bonne volonté ne suffit pas. L'habitat dispersé entraîne des difficultés de rencontre, avec les problèmes de déplacement. La disponibilité des administrés est parfois limitée. On aime bien discuter, « mais, ce soir-là, ça tombe mal »... La confiance accordée au Maire est peut-être contre-productive. Depuis que je suis élu, j'ai toujours informé par écrit tous les habitants des enjeux des futures décisions du conseil municipal et j'ai distribué le compte-rendu. Du coup, alors que plus de la moitié des habitants venait aux premières séances, le nombre est devenu très réduit vers la fin. La réponse habituelle est : « Ramón, on te fait confiance, on sait que tu fais pour le mieux ».

Il peut y avoir un rôleur qui rouspète sur tous les sujets. Le risque est qu'il ou elle pourrisse l'ambiance du conseil municipal, et c'est difficile à gérer.

Le maire étant une courroie de transmission (Communauté de commune, syndicats, etc.), il faut prendre le temps d'expliquer chaque décision, les arguments, les conséquences possibles, etc. Cela ne se fait pas dans les communautés de communes ni les syndicats, sauf exception. C'est plus qu'une erreur.

Il est nécessaire de travailler avec les communes limitrophes ou d'autres

communes sur des sujets particuliers : l'entraide est indispensable². Les décisions démocratiques sont lentes : il faut prendre le temps de réfléchir, de discuter, d'évaluer, de se concerter. Cela est antinomique avec la société capitaliste et productiviste. Même si la voix d'un conseiller municipal porte un peu plus, d'autant qu'il est maire, le combat politique devient difficile, voire inefficace...

Alors, est-ce que tout cela est vraiment utile ?

Il faut voir plus loin que le bout du guidon et avoir une vision plus large du paysage et des actions collectives menées au niveau national et international. L'actualité politique est dramatique en France mais il y a de l'espoir. Une des multiples voies qui permettent d'espérer une amélioration de la situation est la notion de local : le fameux « penser global, agir local ». Je profite de l'occasion pour conseiller la lecture des livres de Piketty (*Le capital au XXI^{ème} siècle* et *Capital et idéologie*) ainsi que le livre de Noiriel (*Histoire populaire de la France*). Et s'intéresser fortement à la décroissance pour pouvoir sortir de l'impasse environnementale créée par le productivisme.

À la fin du mois de mars, je ne serai plus conseiller municipal, mais je continuerai à participer aux différentes actions locales et j'aiderai, si besoin, la prochaine équipe : décroissance, écologie, partage. □

Propos recueillis par le correspondant NPA 09

¹ Pour connaître sa commune, voir : https://www.impots.gouv.fr/c11/zf1/accueil/flux.ex.jsessionid=6B7880D4AFF7DBE0BE17D9A9A81F2FB4?_flowId=accueilclicloc-flow

² Voir le livre de Pablo Servigne : *L'entraide, l'autre loi de la jungle*.

Paris : une ville richissime au service du privé

PAR JULIEN PAC

La municipalité sortante fait depuis plusieurs années beaucoup de communication sur le développement des services publics à Paris sous la mandature Hidalgo. Ces annonces servent surtout à masquer la réalité.

Les logements construits à Paris, présentés comme « sociaux » par la Ville, sont en réalité du logement « intermédiaire » pour la plupart, c'est-à-dire du logement accessible uniquement à partir d'un certain revenu (plus de 4500€ de revenus net/mois pour un couple avec un enfant et plus 5300€ pour un couple avec deux enfants). La Mairie, sous prétexte de « mixité sociale », favorise ainsi le maintien « des classes moyennes » selon ces termes, qui correspond en réalité aux cadres. La conséquence est que même dans le logement social la « mixité » pousse les moins riches vers la sortie comme cela s'est fait dans le privé. Il s'agit de favoriser son électorat au détriment de l'intérêt général.

Quant aux crèches, le nombre de place est gonflé par le recours aux crèches privées aidées par la Ville (locaux et subventions) mais qui n'ont rien à voir avec le service public (ne serait-ce que pour ce qui concerne les tarifs). De nouvelles places en crèche sont aussi ouvertes par la Ville en augmentant artificiellement le nombre d'enfants par crèche et dans des nouvelles structures mais sans effectifs supplémentaires (déplacement des personnels d'une structure à l'autre). Cela se fait donc au détriment de la qualité d'accueil.

LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS PARISIENS ?

Sous le prétexte de faire des économies, la situation actuelle est partout la détérioration de la qualité. Les démarches sont d'un côté facilitées (en théorie) par internet mais sans les moyens matériels et humains de traiter les demandes, le service public devient incapable de traiter les demandes correctement et dans des délais raisonnables. Par exemple, depuis que les services délivrant les pièces d'identité et passeports ont été transférés de la Préfecture à la Ville, les délais ont explosés.

Encore heureux que les agents de la Ville ont le sens du service publics, ils

se dévouent bien souvent pour assurer bien que les moyens fassent défaut.

LES PRIVATISATIONS POUR ÉCONOMISER ?

Avec la novlangue adéquate de « délégation de service public », la mairie parle en réalité de privatisations à cause des économies « nécessaires ». Le plus symptomatique est la collecte des déchets qui est répartie aujourd'hui à 50% public, 50% privé. Les rapports faits par la Ville sont explicites : il faut privatiser pour éviter les grèves mais pas trop car sinon les quelques entreprises qui se partagent le marché imposeront leur tarifs et conditions comme c'est le cas partout ailleurs.

La « délégation de service public » est une aberration du point de vue économique mais aussi écologique comme on l'a vu avec Vélib' : au changement d'opérateur, on détruit tout (stations, vélos, etc.) et on reconstruit avec l'aide des fonds publics (la Ville, vue la catastrophe, a mis à disposition ses moyens, notamment des personnels). Toujours des cadeaux aux entreprises privées pour pallier leurs carences, au détriment des usagers.

LA POLITIQUE DU CHIFFRE ET DE LA RENTABILITÉ

L'intérêt général, qui est le propre du service public, disparaît au nom des économies et est remplacée par la rentabilité. La gestion du stationnement (récupéré par la Ville et directement privatisé) en dit long : une entreprise qui verbalise sans se déplacer pour remplir les quotas décidés par la Ville, une verbalisation à outrance pour faire du profit.

De la même manière, les agents de surveillance qui avaient comme mission première la prévention, se transforment avec le projet de police municipale : c'est maintenant la politique du chiffre comme dans la police (chasse aux vendeurs de fruits et légumes ou de Tour Eiffel, chasse aux jets de mégots et dépôts d'ordure sauvage...).

L'URGENCE POUR NOS SERVICES PUBLICS

L'urgence devrait être de répondre aux besoins de la population. *A contrario*, les évolutions ne se font pas dans l'intérêt général mais uniquement dans une visée de communication électoraliste. Les services publics doivent prendre en charge les besoins, qui sont de plus en plus nombreux en période de crise.

Or la dématérialisation des services publics, sans les moyens suffisants, a pour effet de créer une fracture dans l'accès aux services publics, en faisant disparaître l'accueil humain, l'échange. L'introduction des nouvelles technologies est aussi utilisée pour réorganiser le travail, contrôler le travail, de manière clientéliste. Avec l'application DansMaRue, les usagers sollicitent les services de la Ville pour, par exemple, un trou dans la chaussée. Les services doivent de plus en plus organiser leur travail pour répondre à cela en priorité par rapport aux autres tâches programmées et réfléchies pour l'intérêt général.

DES BESOINS POUR LE SERVICE PUBLIC ET LES AGENTS

Des moyens matériels pour réaliser nos missions, des effectifs pour pouvoir le faire de manière qualitative (au contraire du quantitatif qui masque la dégradation) sont indispensables pour reconstruire des services publics de qualité. Et pour se faire dans l'intérêt général, il faut imposer un changement dans l'organisation du travail : il faut que les salariés et usagers aient le pouvoir de décider !

La Ville de Paris a un budget colossal près de 9 milliards d'euros. Ce budget est l'un des seuls parmi les collectivités locales, à avoir augmenté durant les 10 dernières années malgré la crise, notamment grâce aux droits de mutation (taxe sur les transactions immobilières). Alors plutôt que de financer le privé (la FIFA, le Comité Olympique ou autres qui sont aidés par la Ville de Paris alors qu'ils font des millions de bénéficiaires...), il faut investir dans les services publics et y faire des choix ambitieux. □

Être maire et révolutionnaire en Algérie

Notre camarade Mohand Sadek Akrou, maire PST de Barbacha, en Kabylie, a répondu à nos questions sur son activité de maire d'une commune confrontée à un système particulièrement corrompu et bloqué, et sur les luttes que les camarades mènent dans la ville avec la population.

Comment être maire et révolutionnaire ?

On ne peut pas dire qu'on est révolutionnaires, c'est un bien grand mot, le contexte ne nous le permet pas. On baigne dans des contradictions. Nous ne sommes pas électoralistes mais on participe aux élections. Au niveau local, nous construisons un contact direct avec la population, avec les masses. Nous sommes au service des masses, avec une fonction qui tente de minimiser les dégâts. On ne peut pas faire beaucoup plus dans un système corrompu et un capitaliste retardataire comme celui de l'Algérie.

Nous sommes là pour accompagner le peuple dans sa lutte. La seule promesse que nous faisons durant les campagnes électorales est que, si les masses veulent se battre, nous serons toujours au-devant de la bataille, qu'elles pourront se mettre derrière nous pour lutter. Nous disons aussi que rien ne se donne dans un pareil système, tout s'arrache, que ce n'est pas un maire qui règle les problèmes, ce sont les rapports de forces. Nous avons été sincères dès le début.

Nous avons gagné cette commune de par notre capital d'expérience, notre capital militant. En 2007, il y a eu un vote sanction contre le RCD, le FFS, les partis kabyles, mais aussi les partis du pouvoir – FLN et autres.

Notre but est que cela fasse évoluer la conscience de classe de la population pour qu'elle nous accompagne dans notre mission. Ce n'est pas facile, dans une commune de 18 000 habitants, qui dépend totalement des deniers publics, qui a peu de ressources propres et pas les moyens de les développer.

Quelles sont les marges de manœuvre ?

Les marges de manœuvres économiques sont limitées parce que nous dépendons totalement des deniers publics. On ne peut agir que sur la définition des priorités. Par exemple, si on nous donne dans les plans communaux de développement (PCD) cinq milliards de centimes, c'est à nous de classer les priorités, avec la participation de la population.

Ça nous permet de montrer le vrai visage du pouvoir. Il y a de la matière pour créer des richesses locales.

Nous avons une mine de fer et de calcaire qui a fonctionné de 1926 à 1957 puisqu'elle a été arrêtée pendant la guerre de libération par les moudjahidin. Le pouvoir en place ne veut pas qu'une commune se prenne en charge. Même actuellement, avec le krack pétrolier de 2014-2015, on parlait de l'autofinancement des communes mais il n'y a aucun accompagnement, aucun moyen donné aux communes pour créer leurs propres richesses.

Nous sommes une commune rurale, montagnarde, qui peut donc être développée, créer de l'emploi, dans l'arboriculture, dans l'élevage. Dans l'arboriculture, nous avons engagé un bras de fer avec les pouvoirs publics pour l'ouverture de pistes agricoles. Pour cela, la direction des forêts et la direction de l'agriculture interviennent, mais elles n'agissent largement pas assez. Nous revendiquons donc des engins pour la commune pour pouvoir tracer les pistes afin d'aider les paysans à investir dans leurs champs.

C'est cette question qui a été le déclencheur du conflit avec le wali de la période 2007-2012. Nous l'avons reçu à plusieurs reprises pour lui expliquer les problèmes et les attentes et, les deux dernières années du mandat, nous lui avons interdit de mettre les pieds sur notre commune s'il ne venait pas avec des engins, bulldozers, niveleurs, rétrochargeuses.

Nous n'avons aucune usine, il n'y a que des commerçants, des petites entreprises de matériaux de constructions comme les parpaings. La fiscalité permet de recevoir un pourcentage pour la commune. Ce sont ces recettes sur lesquelles nous avons une liberté de choix pour les dépenses.

Nous baignons donc dans le quotidien et nous n'avons pas le temps réellement pour faire de la politique, pour



Mairie de Barbacha, 2011. © Indif / Wikimedia

capitaliser ce que nous faisons. Il y a un manque énorme au niveau du développement de la commune. Il y a 34 villages, il y a encore une forme de tribalisme et les subventions de l'État sont insuffisantes pour satisfaire les besoins de la population.

Nous restons essentiellement au stade de répondre aux besoins primaires — travaux de sous-sols pour les réseaux d'eau potable, d'assainissement, de gaz, l'électrification.

Comment impliquer la population ?

Quand on appelle à la mobilisation de la population, il y a une partie qui s'associe, mais il y a une habitude, un réflexe chez les gens, par manque d'engagement, qui consiste à dire : vous êtes maire, on a voté pour vous, c'est à vous d'aller vous casser la tête face du préfet, au wali, aux autorités officielles.

On a peut-être fait plus que les autres dans le développement d'une commune comme Barbacha, pas au sens d'installer des infrastructures de production hélas, mais on a pu arracher beaucoup de projets. D'ailleurs, durant le premier mandat 2007-2012, nous avons énormément dérangé le pouvoir, qui a essayé de freiner notre élan. Lors du deuxième mandat 2012-2017, nous avons gagné et le pouvoir a été obligé d'inventer une procédure qui permet aux minorités de faire des alliances pour nous bloquer, ce qui fait que nous avons passé cinq ans sans maire à Barbacha ! Mais il y eu une résistance énorme pour empêcher un maire, choisi par le wali, de s'installer et la commune a été plus ou moins autogérée pendant cinq ans avec un intermédiaire, le secrétaire général de la mairie, qu'on a placé pour les affaires quotidiennes, le sous-préfet les deux dernières années.

Nous avons pu transformer la majorité relative en atout dans le sens où nous avons expliqué dans un meeting que la souveraineté populaire a été bafouée.

La population a été mobilisée pendant cinq ans, notamment dans un grand rassemblement à la préfecture de Bejaïa, dont nous avons fermé l'accès à la Préfecture pendant une journée. La police est intervenue le soir et nous avons eu 24 détenus. Le lendemain, la population est encore intervenue en masse, avec des bus, tous les moyens



Mohand Sadek Akrou à la manifestation du 26 avril 2019. © NPA / AL

de transports privés et publics et 48 heures après l'arrestation, nous avons été libérés.

Ça a galvanisé la population, le fait d'avoir affronté le pouvoir a donné une fierté. Dans les moments difficiles, c'est une tendance d'avoir un ennemi identifié pour pouvoir s'unir et frapper ensemble.

Pendant le troisième mandat, l'actuel, nous avons aussi beaucoup d'ennemis. La droite Kabyle, le FFS, le RCD, le FLN, des opportunistes, ceux qui ont des intérêts dans le système, qui profitent des deniers publics, du foncier, ces gens nous créent des problèmes. Mais quelles que soient leurs calomnies, nous sortons vainqueurs parce que leurs mensonges se dissipent rapidement.

Comment la mairie est-elle un outil dans la mobilisation actuelle ?

Dans le contexte actuel, nous avons pu nous démarquer du reste des maires et des assemblées populaires communales et de wilayas. Dès le début, nous avons engagé notre mairie dans le mouvement, avec ses moyens, avec ses bus, l'impression de déclarations et la participation des travailleurs de la commune aux marches. Nous avons également été les premiers à écrire des communiqués officiels annonçant que la commune de Barbacha n'organiserait pas les élections.

Ça donne une double contradiction : la population participe au mouvement mais, en même temps, ils veulent que tous les problèmes soient réglés dans le cadre de ce système. Les slogans sont que le wali, le système doivent dégager, mais en

même temps pour obtenir des subventions pour des projets, il fallait passer par la wilaya, par les pouvoirs publics.

Nous avons eu aussi l'occasion d'organiser des conférences, des meetings pour discuter du vrai problème, du système capitaliste, du système rentier, de la corruption et de la nécessité d'un rapport de forces pour dégager le système.

Par rapport à notre expérience et aux élections en France, sans être donneur de leçon, je pense qu'il suffit de ne pas mentir, de dire la vérité au peuple, les difficultés pour pouvoir se développer et la contradiction entre le rejet du système, de l'électorisme et le fait d'être au côté de la population dans les élections locales et régionales pour accompagner les luttes. Par rapport aux Gilets jaunes, à la loi sur les retraites, dire que les communes que nous pourrions gagner seront à l'avant-garde de ce type de combats. Et arracher des projets pour les communes ou les régions. Faire en sorte qu'au lieu d'enrichir les capitalistes, on les impose, et non pas les salariés pauvres, les paysans, etc. Il est important aussi de montrer que ce que nous prévoyons, grâce aux éléments d'analyse que nous avons sur le capitalisme, se produisent en réalité. C'est le cas notamment sur la question écologique, ou sur l'égalité hommes-femmes. Cela donne une légitimité à ce que nous faisons, à notre combat quotidien. □

Propos recueillis par
Kamel Aïssat (PST)
et Antoine Larrache

Trois livres sur l'intelligence artificielle

PAR HUBERT KRIVINE*

L'intelligence artificielle (IA) fait de plus en plus fantasmer, promettant le pire (un monde où les machines domineraient les humains) comme le meilleur (un monde enfin débarrassé de toutes les tâches peu gratifiantes).

Ces trois livres ont en commun d'avoir été écrits par des auteurs qui sont parmi les meilleurs spécialistes français de l'intelligence artificielle. Ils ont aussi en commun un mérite essentiel : celui de doucher les ardeurs de ceux qui extrapolent sans limite les succès actuels de l'IA. Citons parmi les plus connus Elon Musk, Bill Gates, voire Stephen Hawking.

IA FAIBLE, IA FORTE

L'usage est de distinguer l'IA faible – ou mieux dit, étroite – de l'IA forte. La première doit résoudre un problème ou prendre une décision dans un cadre bien défini (jeu de go, conduite automatique de trains, reconnaissance d'image, traduction...), c'est-à-dire avec peu d'interaction avec l'environnement. C'est la seule réellement existante aujourd'hui. La seconde viserait à émuler le cerveau humain. C'est elle qui assurerait la fameuse "singularité" c'est-à-dire le triomphe de la machine sur l'Homme. Par exemple, l'IA faible vous indiquera le meilleur itinéraire pour aller de chez vous à un point B. L'IA forte vous dirait, tenu compte de votre situation géographique, financière, psychologique, de la météo et de l'opinion de votre conjoint, quel point B choisir. Notons que la publicité ciblée donne déjà une image très embryonnaire de ce pouvoir de l'IA.

Les trois auteurs considèrent évidemment à juste titre que l'IA faible est bien supérieure à l'humain. Ses succès au jeu d'échec et au jeu de go sont spectaculaires. C'est par exemple en médecine la caractérisation de tumeurs cutanées ou le diagnostic de la rétinopathie diabétique meilleure que celle des médecins. Sans parler de la reconnaissance faciale si prisée des policiers de tous pays. Mais pour ces trois auteurs, n'importe quelle souris est infiniment plus intelligente, parce qu'elle saura s'adapter à bien des situations

imprévues. Ce qui est difficile, voire impossible, pour l'IA puisqu'elle procède par induction, c'est-à-dire par généralisation de situations répertoriées. L'IA moderne, quand elle est fondée sur l'apprentissage machine (machine learning), se nourrit de données massives (big data), c'est-à-dire qu'elle effectue un traitement statistique de millions (voire de milliards) de données

prévisions inouïes, au sens étymologique (qu'on n'a jamais ouï, entendu). En effet, pour l'IA qui fonctionne par généralisation, tout ce qui se produira s'est soit déjà produit, soit est proche de l'avoir été. Jamais, n'on aurait pu, par exemple, anticiper l'existence des ondes radio ou des ondes gravitationnelles. Gageons que comme en 2008, les prévisions de l'IA pour la crise économique à venir dont les préconditions sont multiples et pour certaines originales seront fausses.

En tirant un peu les considérations de ces trois auteurs, il me semble qu'on peut conclure que l'IA est d'autant plus efficace que les problèmes qu'elle envisage sont simples. Les problèmes que nous baptiserons ici de « simples » sont ceux dont l'étude peut raisonnablement être isolée de leur environnement. C'est typiquement le cas des jeux (go, échecs...) ou de la reconnaissance d'images. Simple ici n'a pas du tout la signification habituelle de aisé ou de facile : il y aurait sensiblement 10^{600} parties¹ possibles au premier jeu et « seulement » 10^{123} au second ! Notons que le nombre total d'atomes de l'univers est estimé à 10^{80} . Simple veut dire sans intervention inopinée ou compliquée de l'extérieur. C'est souvent le cas en physique où on peut isoler son objet d'étude de l'environnement (voir mon article dans l'hebdomadaire n° 440), mais allez le faire en économie, en histoire, en pédagogie², en biologie³ ou en théorie de l'évolution !

Bien qu'éventuellement non causales, ces corrélations peuvent avoir des vertus prédictives. Un exemple : plus les gens consomment de glace, plus il y a de noyades. Pourquoi ? Parce que la consommation de glace est liée à la température et plus il fait chaud, plus les gens se baignent...

Yann Le Cun, à juste titre, souligne que le passage à la causalité est un des principaux problèmes posé à l'IA, mais

Yann Le Cun

Prix Turing

Quand la machine apprend

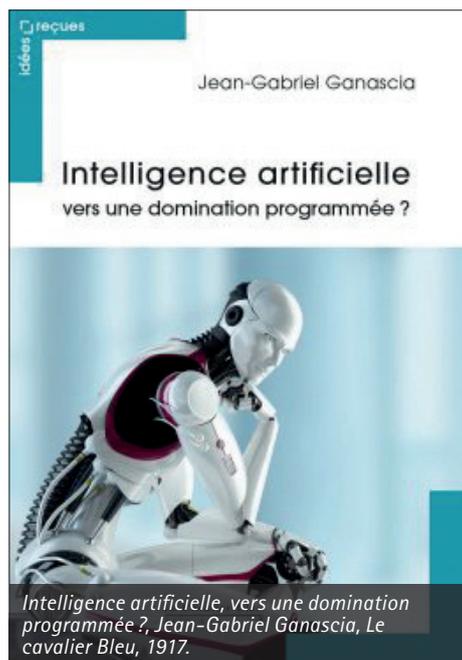
La révolution des neurones artificiels et de l'apprentissage profond



brutes, étiquetées ou pas, permettant de révéler des corrélations insoupçonnées. Il convient bien sûr que les données ingurgitées par la machine ne soient pas biaisées ou incomplètes pour une raison ou une autre.

DE LA CORRÉLATION À LA CAUSALITÉ

L'IA permet de prévoir, pas de comprendre : la corrélation peut signifier une causalité, elle ne l'implique pas. Le passage de l'une à l'autre présuppose de grandes précautions méthodologiques et le passage de la causalité à l'explication (que ne semble pas considérer nos auteurs) impose une réflexion théorique. Il y a plus : seule cette dernière peut permettre des



il n'en dit pas beaucoup plus. Les médecins ont ce problème: aspirine et baisse de fièvre sont corrélées. Ici la causalité peut s'établir (assez) facilement: on divise les malades en deux lots. Au premier on donne de la poudre de perlimpinpin (par exemple, une préparation homéopathique) et au second l'acide salicylique. C'est ce qu'on appelle un raisonnement contra-factuel. Mais il est très souvent inapplicable: on n'est pas maître de trier ses données.

Dans les domaines "simples", les prévisions ou les indications de l'IA, bien que déterminées de façon statistique, peuvent être pertinentes individuellement. Aux échecs, la partie sera – presque – à coup sûr gagnée par la machine. Par contre, ailleurs, dans les domaines en interaction forte avec l'extérieur, les prévisions sont pertinentes seulement en moyenne. Il y a là une porte ouverte à l'imprévu et à l'originalité que l'IA ne domine pas.

Certes on peut supposer que les mêmes causes produisent les mêmes effets, mais tout événement est singulier. Où et quand y a-t-il strictement les mêmes causes? Il peut se faire que des variations indécélables de causes peuvent générer des variations colossales des effets. Par exemple, les résultats d'un pile ou face sont très fortement dépendants de l'environnement (les conditions du lancer, l'agitation de l'air, etc.). L'IA vous indiquera qu'en moyenne 50% des lancers donneront pile, mais rien sur un lancer particulier. De même en économie, l'homme "moyen" n'existe pas. Les probabilités de récidive d'un détenu

n'impliquent pas non plus d'anticiper le comportement d'un futur libéré. L'homme réel a toujours une distance avec l'homme moyen et cette distance est déterminée par son interaction avec l'environnement qui est toujours singulière.

POURQUOI L'IA N'EST PAS INTELLIGENTE

Admettons la causalité établie: l'aspirine est bien la cause de la chute de la température. Reste maintenant à expliquer le mécanisme de cette action. Bien entendu, une explication est toujours relative: on peut dire que la loi de la gravitation de Newton est cause de la chute des pommes comme du mouvement des planètes. Mais qu'est-ce qui cause cette loi? Einstein expliquera que c'est une courbure de l'espace-temps créée par les masses en présence. Bon, on le voit, pour les enfants comme pour les grands, la suite des pourquoi semble infinie.

La machine est dédiée à une tâche (éventuellement très complexe), le cerveau ne l'est pas. Il est le produit d'une évolution darwinienne sur des centaines de millions d'années qui lui ont «appris» à faire face à toutes sortes de situations. Loin d'être linéaire, cette évolution a exploré bien des chemins de traverse, apparemment inutiles, mais qui lui ont conféré par un processus encore bien mystérieux son imagination et sa créativité. Par exemple pour reconnaître un hippopotame, une machine a besoin de s'être entraînée sur des milliers d'images, il en faudra deux ou trois pour un enfant de 4 ans. Voilà une vraie interrogation dont les trois auteurs sont conscients. Clairement pour Yann Lecun, "l'inné" est inévitable. Il serait donc une propriété émergente, acquise sur 3 milliards d'années. Voilà un vaste sujet d'études.

L'IA forte, si jamais elle peut se concrétiser, reste loin, très loin, d'être à un horizon prévisible. Ceux qui y croient néanmoins commettent, à mon avis, la double erreur:

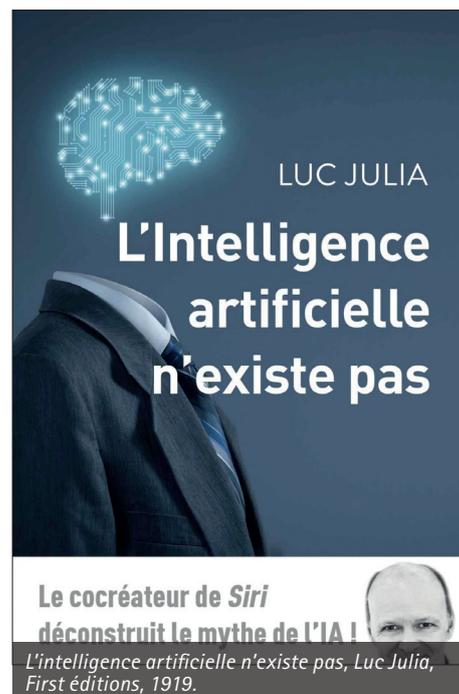
- i) de la réduire à une agrégation d'IA faibles,
- ii) d'identifier la connaissance de l'environnement au contenu des data, si big soient-elles.

EN CONCLUSION

Outre son titre justement provocateur, et ses considérations raisonnables sur l'IA, le livre de Luc Julia a ceci de particulier

qui énervera probablement les lecteurs de cette revue lorsqu'il juge que «*Les capacités d'écoute et d'analyse du président Macron sont impressionnantes*», à tel point qu'il aura su séduire Sohn, le président de Samsung. On apprend que pendant les cinq premières années de la présidence de François Hollande des réunions de grosses compagnies étrangères étaient organisées par Muriel Pénicaut, présidente de Business France et cordonnées à l'Élysée par Macron. Et que ça continue de plus bel depuis.

Le livre de J-G Ganascia est peut-être le plus convaincant quand il s'attaque au mythe de la singularité, celui qui nous décrit un monde à venir dominé par des machines au détriment des humains. Il ouvre par ailleurs de bonnes questions théoriques, notamment sur la créativité potentielle de la machine.



Ce qui fait – entre autres – la force du livre de Le Cun est son exposé très pédagogique des mécanismes du deep learning (l'apprentissage profond). C'est un livre riche à tout point de vue. □

*Physicien, dernier ouvrage paru «*Comprendre sans prévoir, prévoir sans comprendre*», Cassini, 2018.

1 C'est-à-dire 1 suivi de six cents zéros !

2 Voir les déboires de la neuropédagogie, quand elle prétend ramener le fonctionnement du cerveau à sa physiologie.

3 Lire la très belle interview de Michel Blay publiée dans Médiapart du 27 août 2019.

4 À l'exception qu'on peut quelque fois faire des études in vitro qui ont un sens.

5 Ce qu'on appelle facteur de confusion.

L'acharnement contre notre camarade Roland Veuillet à Nîmes

© La Gazette de Nîmes

PAR GUY DEJEAN

À travers notre camarade, c'est tout le mouvement des Gilets Jaunes qui est attaqué : le bouc émissaire idéal a en effet été trouvé d'une façon bien commode, par la police locale, le parquet de Nîmes et le pouvoir politique en la personne de notre servile préfet.

Le mécanisme : l'utilisation déraisonnée de procédures expéditives (comparution immédiate) qui envoient le militant plusieurs semaines en détention, qui est une sanction avant jugement. L'utilisation systématique et dévoyée de poursuites pour des délits «fourre-tout» bien commodes : outrage, rébellion, entrave à la circulation des véhicules, participation à une manifestation non autorisée, participation délictueuse à un attroupement, etc.

Roland a eu droit à tout ça et le 12 décembre 2019 en comparution immédiate, la «justice» ayant regroupé toutes ses affaires pour l'envoyer directement en prison ! Ce mécanisme se répète à l'infini depuis plus d'un an et le début du mouvement des GJ. En France aujourd'hui, il y a plusieurs centaines de GJ en prison (on parle de 1000), en préventive ou déjà jugés pour des faits analogues. Qui s'en offusque réellement ? Trop peu de monde à l'évidence.

Le mouvement des GJ a complètement renouvelé les mécanismes de lutte en sortant définitivement de la routine syndicale et bureaucratique. Cette radicalité déteint aujourd'hui sur le mouvement plus syndical de lutte contre la «réforme» des retraites. Les bureaucraties syndicales sont poussées par leur base influencée durablement par le courage et la combativité des GJ. L'étonnante durée de la bagarre sur les retraites, quelle qu'en soit l'issue, n'a été permise que par le courage des GJ.

Qui, comme Roland, en paient le prix fort : poursuites, procès, prison, amendes, avocats

à payer, sans parler des blessures diverses de triste mémoire. Et les perquisitions brutales comme par exemple à son domicile avec porte et murs défoncés... le tout sur ordre du procureur ! Et ce n'est pas fini. Le pouvoir a peur : il fait donner ses flics certes, qui font preuve de la meilleure volonté, mais aussi sa justice aux ordres. Alors que par ailleurs la justice est débordée, pour les GJ on incarcère le samedi pour une comparution immédiate le lundi. C'est là l'urgence absolue, il faut défendre la société en grand danger !

La bourgeoisie se défend efficacement avec son parquet qui suit les injonctions de la police. Corcuff l'écrit, on se trouve «face à une police qui s'autonomise, influencée par l'extrême droite très présente dans les commissariats» et cette police dicterait ses consignes au parquet, alors que ce devrait être l'inverse...

Mais le pouvoir politique n'est pas dépassé par cette police toute puissante, Castaner ne suit pas les événements, il les précède ! Et Macron est son chef – Roland a fait la connaissance de Macron durant la loi travail, à Lunel, c'est l'affaire de «la meilleure façon de se payer un costard»¹, lui-même en service commandé pour la toute puissante bourgeoisie. On sait que des consignes de fermeté et plus, sont données aux préfets, depuis un an, et ça va très loin. On n'est pas dans une vraie dictature si l'on s'en tient aux définitions habituelles mais nous sommes bien au-delà tout de même d'un simple régime autoritaire. Le glissement progressif vers autre chose que la démocratie même

bourgeoise est bien en cours. Les résistances sont certes au-delà de ce nous pouvions craindre après l'élection de Macron. Les GJ sont passés par là et maintenant les retraites. Mais tout de même, la «servitude volontaire» est encore bien trop prégnante. Roland a été libéré grâce à une formidable pression lors de l'audience du 26 décembre dernier, en attente de son procès en janvier. Mais à la sortie du TGI, comme pour se venger d'avoir été obligé de céder, la bourgeoisie a placé en GAV pour 24h trois nouvelles militantes et un procès est en cours...

Pour finir il faut replacer l'affaire de Roland dans le contexte un peu particulier du commissariat de Nîmes : la nuit du 1^{er} janvier 2019, un incendie a eu lieu à l'hôtel des impôts, où un commissaire serait impliqué ; des flics provocateurs et insultant en manif et au TGI, d'aucun ivre dans l'enceinte même du commissariat et armé ; sans oublier l'affaire du flic pillant les gardés à vue pour remplacer les vrais billets par des faux révélée par le Canard Enchaîné !

Roland a dénoncé tout ça et l'a rendu public. Nous pensons que Roland paye aussi pour ça ; le moins que l'on puisse dire c'est qu'ils ne sont pas tranquilles, les flics mais aussi le parquet. C'est le mouvement des GJ dans son ensemble qui a permis ce grand coup de balai ! Roland comme le mouvement des GJ, constituent une espèce de « lanceur d'alerte » à grande échelle. □

¹ https://www.youtube.com/watch?v=10rUlzx7_o4